

14^e JOUR DE LA CAMPAGNE
ÉLECTORALE PRÉSIDENTIELLE

Le rythme s'intensifie

P.p 4-5

M. HASSANE RABEHI :

«La résolution du Parlement européen a démasqué le groupuscule de parlementaires qui vise à perturber la présidentielle»

P. 24

ALGÉRIE-CHINE

Soutien à l'Algérie et refus de toute ingérence étrangère dans ses affaires internes

P.3

INGERENCE DU PARLEMENT EUROPEEN DANS LES AFFAIRES INTERNES DE L'ALGERIE

VASTE MOUVEMENT DE REPROBATION

Après les institutions officielles algériennes qui ont promptement et énergiquement rejeté l'immixtion de parlementaires européens dans les affaires internes de l'Algérie, appuyées par la classe politique et la société civile, des voix continuent de s'élever au plan national et à l'étranger pour condamner un acte peu respectueux de la souveraineté des Etats, en complet déphasage avec les longues traditions de coopération et de partenariat que l'Algérie a toujours entretenues avec le vieux continent.

P. 3

DKnews



LA MINISTRE DE LA POSTE, DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS, DES TECHNOLOGIES
ET DU NUMÉRIQUE, HOUDA-IMANE FARAOUN :

«La carte Edahabia interopérable avec le réseau bancaire»

P. 24

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE :
Le Forum des pays exportateurs souligne le rôle «essentiel» du gaz naturel

P. 24

LE MINISTRE DU COMMERCE, SAÏD DJELLAB :
«Un projet pour la dotation de 17 marchés de gros de fruits et légumes en énergie solaire à travers le pays»

P. 6

SANTÉ

FIBROMYALGIE :
La pathologie enfin expliquée

P.p 12-13

FOOTBALL

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1^{RE} JOURNÉE - GR. D),
AUJOURD'HUI À 17H :

SAN PEDRO FC - PARADOU AC

Les Algérois en péril à Abidjan

P. 22



CÉRÉALES :

Baisse de plus 12% des importations durant les 9 premiers mois 2019

P. 7

MDN

LUTTE CONTRE
LA CONTREBANDE
ET LA CRIMINALITÉ
ORGANISÉE

Saisie de près de 600 kgs de kif traité à Naâma, Oran, Béchar et Biskra

P. 24

CE MATIN À L'INFP Journée d'étude sur les établissements de formation privés

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, organise ce matin à 8h à l'Institut national de la formation professionnelle d'El-Biar (Alger), une journée d'étude sur les établissements de formation privés.



CONSTANTINE Workshop sur l'intelligence artificielle



La Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique, organise aujourd'hui et demain, à l'université Constantine 2 "Abdelhamid Mehri" un événement scientifique majeur qui regroupera des chercheurs algériens locaux et établis à l'étranger pour débattre des enjeux de l'intelligence artificielle et de la mise en place d'une stratégie nationale et d'un programme de recherche sur l'intelligence artificielle.

HÔTEL MERCURE Exposition d'artisanat

L'hôtel Mercure, abrite jusqu'au 30 décembre, une exposition vente de produits issus de l'artisanat (haute couture, bijoux, savon, cuirs, miel, vernissage, senteurs, etc.)



PORT D'ORAN Saisi de 1500 téléphones



Les services des Douanes du Port d'Oran ont saisi hier plus de 1500 téléphones et un lot de pièces de rechanges pour smartphones (écrans). Cette importante saisie s'est faite suite à la fouille du véhicule d'un expatrié en provenance du Canada et qui voyageait à bord du navire "Tassili z".

SALLE IBN KHALDOUN Joker, le roi lion et Maléfique en projection

L'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, organise du 02 au 05 décembre, à la salle Ibn Khaldoun (12, rue Docteur Saâdane), la projection de trois films : Joker (14h), le roi lion (17h) et Maléfique (20h).



COURS DE JUSTICE D'ALGER Prestation de serment de 489 officiers de la police judiciaire

Une nouvelle promotion d'officiers de la police judiciaire, ayant le grade de Lieutenant, ont prêté serment, hier à la Cour de justice d'Alger, en présence de cadres supérieurs de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) et du corps de justice. Composée de 489 lieutenants de police, dont 69 femmes, cette promotion a bénéficié d'une formation théorique et pratique de 24 mois à l'Académie militaire de Cherchell et à l'École supérieure de police "Ali Tounsi" de Châteauneuf, ayant porté sur le droit pénal, le droit public et le droit privé, le code de procédures pénales et le droit constitutionnel, outre les résolutions et règlements relatifs aux principes du respect des droits de l'Homme tel que stipulé par les lois de la République ainsi qu'une formation pratique sur le terrain.



MUSÉE DU MOUDJAHID Enregistrement de témoignages

Le musée national du moudjahid, organise ce matin à partir de 10h, la 419e rencontre élargie aux directions et musées régionaux, consacrée à l'enregistrement de témoignages de moudjahidine et moudjahidate sur la guerre de libération nationale. La rencontre portera sur le secret de la réussite du système d'organisation de la révolution algérienne (1954-1962) dans les prisons et les camps de concentration.

LE 7 DÉCEMBRE AU TNA Présentation de la pièce "Rahine"

La pièce théâtrale "Rahine", produite par le théâtre régionale de Batna et mise en scène par Chawki Bouzid, sera présentée au public algérois, samedi 7 décembre à partir de 16h au Théâtre national algériens (TNA).



CE MATIN À L'HÔTEL SOFITEL Célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida



Journée internationale
contre le SIDA
"Objectif Zéro"

En collaboration avec ONUSIDA, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, organise ce matin à partir de 8h30 à l'hôtel Sofitel d'Alger, une conférence à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida sous le thème «La société civile : Partenaire pour éradiquer le Sida à l'horizon 2030».

ESHRA 26 congrès national de néphrologie

La Société algérienne de néphrologie, dialyse et transplantation, organise aujourd'hui à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), le 26e congrès national de néphrologie. Parmi les thèmes qui seront abordés : La transplantation rénale pédiatrique et adulte, les troubles minéralo-osseux dans la MRC, les maladies génétiques en néphrologie, l'hypertension artérielle.

ALGERIE-CHINE Des arbres de l'amitié pour renforcer les liens entre les deux pays



Une opération de plantation de jeunes plants a été organisée hier au Parc des Grands Vents (Alger), par le groupe d'amitié Algérie-Chine. Cette opération initiée par l'Ambassade de la République populaire de Chine en Algérie et les autorités locales, traduit la volonté des gouvernement algériens et chinois de renforcer la collaboration et les échanges et l'amitié entre les deux pays.

LES PRODUITS ALGÉRIENS ONT LA COTE L'Algérie à la foire internationale de l'artisanat de Milan



Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, participe depuis vendredi, à la foire internationale de l'industrie artisanale de Milan (Italie). Cette participation s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère qui vise à promouvoir, commercialiser et exporter les produits algériens issus de l'artisanat lors des salons, foires, expositions et manifestations internationales. A cette occasion, le Directeur de l'artisanat Amcha Benali, qui conduit la délégation algérienne composée de plusieurs artisans confirmés, s'entretiendra avec ses homologues européens et étrangers pour discuter des moyens d'exporter les produits algériens très prisés en Europe pour leur qualité de fabrication et de finition.

ALGÉRIE-EUROPE Poursuite des réactions dénonçant la résolution du Parlement européen sur l'Algérie

Plusieurs formations politiques et estudiantines ainsi que le Parlement arabe ont dénoncé, vendredi, la résolution votée, jeudi, par le Parlement Européen (PE) sur «la situation des libertés en Algérie», la qualifiant de tentative d'ingérence flagrante dans les affaires internes du pays, mettant l'accent, à ce propos, sur le respect de la souveraineté de l'Algérie, Etat et peuple.

A ce titre, le Groupe parlementaire du parti de Rassemblement national démocratique (RND) à l'Assemblée populaire nationale (APN) a vivement dénoncé, vendredi dans un communiqué, «la résolution adoptée par le PE», estimant qu'il s'agissait «d'une ingérence flagrante dans les affaires internes de l'Algérie».

«Libre, indépendante et souveraine dans ses décisions, l'Algérie refuse catégoriquement toute ingérence ou diktat et ne se soumet à aucun marchandage de n'importe quelle partie», a affirmé le groupe, ajoutant que «le peuple algérien rejette toutes les parties qui font appel aux forces étrangères, notamment celles connues pour leur hostilité historique à l'égard de l'Algérie et de son peuple».

Dans le même sillage, le groupe a salué «la position du peuple algérien qui refusant toute ingérence étrangère, est déterminé d'opérer le changement par les moyens pacifiques et d'appliquer les articles 7 et 8 de la Constitution, à savoir aller vers une élection libre et transparente pour élire un nouveau président le 12 décembre prochain».

De son côté, l'Alliance nationale républicaine (ANR) a pris note, «avec regret et étonnement», de la résolution non contraignante adoptée par le Parlement européen sur la situation politique en Algérie, dénonçant fermement «des tentatives désespérées du Parlement européen visant à s'immiscer dans les affaires internes de notre pays», ce qui constitue, selon l'ANR, «une contradiction flagrante avec les engagements de l'UE en matière de respect de la souveraineté des pays, le renforcement de la concertation et du dialogue et de concrétisation des valeurs de bon voisinage».

La même formation politique a exprimé «sa confiance totale en la capacité du peuple algérien, unifié autour de ses institutions constitutionnelles, de répondre à temps à ces provocations flagrantes en faisant aboutir le processus électoral qu'il a choisi en toute liberté et souveraineté dans l'objectif de réaliser les aspirations des Algériens».

Selon le même parti, ce rejet «implique, à l'avenir, une révision des niveaux de la coopération aux plans politique, économique et sécuritaire avec les partenaires qui ne respectent pas les nobles principes de la politique étrangère de l'Algérie, en tête desquels le respect de la souveraineté des Etats et le rejet de l'ingérence dans leurs affaires internes».

Pour sa part, le bureau exécutif national de l'Union générale estudiantine libre (UGEL) a également condamné cette ingérence, indiquant que «l'Algérie ne sera pas un appât pour des ambitions malveillantes», appelant le parlement algérien à agir en hâtant l'adoption de la loi sur la criminalisation du colonialisme.

Lors d'une réunion d'urgence



tenu vendredi à son siège à Alger consacrée au débat des derniers développements que connaît la scène nationale, l'UGEL a estimé que cette ingérence «est flagrante, immorale et une provocation claire à l'encontre du peuple algérien et de la souveraineté du pays».

L'ensemble des étudiants sont tenus de se mobiliser massivement pour préserver le pays et de s'allier autour de l'Armée nationale populaire (ANP) pour faire face à toute tentative de perturbation du processus électoral», a-t-il indiqué.

Le bureau de l'UGEL s'engage à «œuvrer avec force en mobilisant tous les étudiants et les jeunes pour faire réussir la prochaine présidentielle qui est charnière dans l'histoire de la nouvelle Algérie et ce par la participation massive au scrutin du 12 décembre».

Il a exhorté les hautes autorités du pays à «répondre à l'Union européenne et à revoir ses relations avec elle».

Il a appelé également les étudiants à participer massivement, samedi, à la marche de la famille universitaire dont le coup d'envoi est prévu à partir de la place Aissat Idir afin d'exprimer son rejet de l'ingérence étrangère dans ses affaires internes.

Le parti du Front de libération nationale (FLN) a, pour sa part, vigoureusement condamné vendredi la résolution du Parlement européen, estimant qu'il s'agit d'une «immixtion flagrante dans les affaires internes de l'Algérie et une provocation à l'égard de son peuple».

Dans ce cadre, le FLN a indiqué dans un communiqué, que cette résolution était une provocation à l'égard du peuple algérien et un acte ignoble relevant de la propagande dans le but de propager le chaos et de saper la stabilité du pays», avant d'appeler tous les militants et les citoyens «à participer massivement au scrutin présidentielle prévu le 12 décembre prochain».

Le Parlement Arabe a, quant à lui, exprimé son «rejet catégorique» de la résolution adoptée par le Parlement Européen concernant la situation en Algérie, la qualifiant d'«immixtion flagrante dans les affaires internes de l'Algérie».

Il a affirmé, dans un communiqué signé par son président, M. Mishal bin Fahm al-Salami, que la résolution du Parlement Européen a été rendu par «une juridiction non compétente», soulignant que cette résolution était une «immixtion flagrante et inacceptable dans la souveraineté de l'Etat algérien et ses affaires internes, exploitant la conjoncture politique délicate que traverse ce pays».

Cette résolution est «en contradiction avec les principes des Nations Unies sur la non-ingérence dans les affaires internes des pays et la déclaration des principes du droit international sur les relations amicales et la coopération entre Etats, et contraire au principe de bon voisinage entre Etats arabes et européens», lit-on dans le communiqué.

Le président par intérim du Conseil de la nation, Salah Goudjil avait affirmé, jeudi, que la Chambre haute du Parlement «rejetait les agendas étrangers dictés à l'Algérie, soulignant, dans ce cadre, l'indépendance de la décision politique de l'Algérie, avant d'appeler le peuple algérien à «donner au monde une leçon à travers sa participation massive à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain».

Il a dénoncé, par la même, «une connivence sans précédent entre les ennemis de l'Algérie, de l'intérieur et l'extérieur».

A son tour, l'Assemblée populaire nationale (APN) a dénoncé, dans un communiqué, la résolution adoptée par le Parlement européen la qualifiant d'«ingérence flagrante dans les affaires internes» et de «provocation pour le peuple algérien».

Le ministère des Affaires étrangères a dénoncé, à son tour, la résolution du Parlement Européen qui «a pris l'outrecuidance de statuer sur le processus politique en cours dans notre pays, au moment précis où les Algériens s'apprent à élire, en toute démocratie et transparence, un nouveau président de la République».

De son côté, le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabeihi, avait mis en garde que l'Algérie,

en tant qu'institutions et peuple, n'admet aucune tentative d'ingérence dans ses affaires internes, appelant les différents partenaires à respecter ce principe.

Le général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a souligné que l'Algérie, «libre et souveraine» dans ses décisions, n'accepte «aucune ingérence ou diktat» et «ne se soumet à aucune tractation de la part de quiconque».

Par ailleurs, le groupe parlementaire Tajamoue Amel El Jazair (TAJ) à l'APN a affirmé, dans un communiqué, que la résolution du Parlement européen concernant l'Algérie était «une ingérence dans ses affaires internes, et un acte inacceptable qui va à l'encontre des intérêts communs des pays et des peuples». D'autre part, le groupe parlementaire du parti des Travailleurs (PT) à l'APN a dénoncé ce qui s'est passé aujourd'hui à Strasbourg, le qualifiant d'«ingérence dans les affaires internes de l'Algérie et de graves provocations à l'encontre le peuple algérien», exprimant son «rejet catégorique» de toute ingérence dans les affaires internes de l'Algérie.

De son côté, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a exprimé, «ses vives dénonciations et condamnation» de la résolution du Parlement européen, affirmant qu'elle est basée sur «des renseignements erronés et des intentions malveillantes».

Le président du CNDH, Bouzid Lazhari a affirmé que le CNDH «s'interroge sur la source des informations contenues dans la résolution, lesquelles font état d'arrestations arbitraires sans toutefois en fournir des preuves», estimant qu'il aurait été plus judicieux pour la partie qui est derrière ces informations de les fournir au CNDH, qui a toutes les prérogatives pour enquêter sur les allégations relatives aux droits de l'Homme».

L'Organisation nationale des enfants des chouchoua (ONEC) a, quant à elle, dénoncé les déclarations de certains députés du Parlement européen concernant la situation en Algérie, les qualifiant d'«ingérence flagrante» dans les affaires internes du pays et de «grave provocation» à l'encontre du peuple algérien.

La Haute représentante de l'Union européenne (UE) pour la politique étrangère et la sécurité, Federica Mogherini, a insisté sur le «respect total» de l'Union à la souveraineté et l'autonomie de l'Algérie, «un pays voisin mais aussi un partenaire politique et économique».

Dans leurs sorties dans le cadre de la campagne électorale, les cinq candidats à la magistrature suprême ont tous exprimé leurs rejet catégorique de toute forme d'ingérence dans les affaires internes du pays, mettant l'accent sur l'impérative cohésion du peuple algérien pour faire face à ces tentatives tendancieuses.

La Chine soutient l'Algérie et s'oppose à toute ingérence étrangère dans ses affaires internes (ambassadeur)

L'ambassadeur de la République de Chine en Algérie, M. Li Lianhe, a affirmé samedi que son pays soutenait l'Algérie et s'opposait à toute ingérence étrangère dans ses affaires internes, en réaction à l'adoption de la résolution du Parlement européen (PE) sur «La situation des libertés en Algérie».

«La République populaire de Chine en Algérie soutient l'Algérie et s'oppose à toute ingérence étrangère dans ses affaires internes», a déclaré M. Li Lianhe en marge de sa participation à une opération de reboisement au Parc des Grands Vents à Dely Ibrahim, en présence du ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabeihi et de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma-Zohra Zerouati. Réitérant l'engagement de la Chine au côté de l'Algérie en toutes circonstances, le diplomate chinois a exprimé l'attachement de son pays à consentir davantage d'efforts pour la consolidation de la coopération bilatérale dans divers domaines stratégiques, au service des intérêts des deux pays et des deux peuples, et à renforcer les relations bilatérales avec l'Algérie en vue de consolider et raffermir les relations historiques séculaires et l'amitié forte entre les deux pays».

L'UPA dénonce l'ingérence du Parlement européen et l'appelle à respecter la souveraineté de l'Algérie

L'Union parlementaire africaine (UPA) a dénoncé, vendredi à Djibouti, l'ingérence du Parlement européen dans les affaires internes de l'Algérie, exprimant, à ce propos, sa solidarité et son soutien au processus électoral du 12 décembre prochain.

Dans un communiqué rendu public au terme des travaux de la 42^e Conférence des présidents des parlements membres de l'Union africaine (UA), l'UPA a dénoncé la résolution adoptée par le Parlement européen sur la situation des libertés en Algérie, appelant le PE au respect de la souveraineté de ce pays dans la gestion de ses affaires internes conformément aux aspirations du peuple algérien. L'UPA a appelé, en outre, le Parlement européen à «ne pas s'immiscer, à l'avenir, dans les affaires internes des pays africains». A noter qu'une délégation parlementaire représentante des deux chambres du Parlement (Conseil de la nation et Assemblée populaire nationale -APN-), présidée par Ferhat Arghib, vice-président de l'Assemblée, avait pris part aux travaux de la conférence qui a vu la présentation des rapports du président de la Commission exécutive, du Secrétaire général et de la Commission des femmes parlementaires ainsi que des amendements liés aux Statuts et au règlement intérieur.

Les participants ont procédé, par la même, au débat de deux principaux axes, à savoir «la contribution des jeunes dans la promotion de la démocratie, de la paix et de la sécurité ainsi que l'état de droit dans les pays africains» et «la promotion d'une économie diversifiée et le transfert du produit de base pour permettre aux femmes et jeunes d'accéder à l'emploi».

COMMISSION PARLEMENTAIRE ALGÉRIE-UE : La partie algérienne dénonce «un grave empiètement» de la part du Parlement européen

La partie algérienne au sein de la Commission parlementaire mixte Algérie-Union européenne (UE) a dénoncé, samedi, un grave empiètement de la part du Parlement européen de tous les us diplomatiques internationaux.

«Nous, membres de la partie algérienne au sein de la Commission parlementaire mixte Algérie-UE dénonçons le grave empiètement de tous les us diplomatiques internationaux de la part du Parlement et des droits de l'Algérie et de son processus électoral», lit-on dans un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

«Cette résolution qui ose demander au Parlement algérien la reformulation de ses lois, est une atteinte aux bonnes relations existant en l'Algérie et l'Union européenne (UE), et la partie algérienne, qui la rejette catégoriquement, se réserve le droit de riposter au moment opportun», soutiennent les rédacteurs. Ce grave empiètement vient dévoiler «le ressentiment de parlementaires européens à l'égard de l'Algérie, et de l'avenir de ce pays qui sortira, grâce à son peuple, victorieux en dépit des haineux», estime la même source, pour qui «le Parlement européen montre, ainsi, ses intentions non sincères à l'égard des institutions algériennes, et une violation des accords bilatéraux».

«Par l'adoption de sa résolution, le Parlement européen aura montré sa nostalgie de l'époque coloniale, une époque de laquelle le peuple algérien s'est affranchi en payant le prix fort», ajoute le communiqué. Les membres de la partie algérienne au sein de la Commission parlementaire mixte Algérie-UE appellent les européens à «réconsidérer leur position s'ils veulent préserver leurs intérêts, qui autant nous souhaitons qu'ils soient réciproque, autant nous souhaitons qu'ils soient révisés dans le sens du respect de la souveraineté du peuple algérien sur sa terre et sur ses décisions, visant la consécration de la pratique démocratique en allant à la présidentielle le 12 décembre prochain, et la préservation des droits politiques, économiques et sociaux de la manière qui l'agrée lui et non suivant des diktats obéissant à une vision tronquée et à la politique de deux poids deux mesures».

APS

Une marche des travailleurs dans la capitale pour dénoncer l'ingérence du Parlement européen dans les affaires internes du pays

L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a organisé, samedi à Alger, une marche pacifique à travers laquelle les participants ont dénoncé l'ingérence flagrante du Parlement européen dans les affaires internes de l'Algérie, appelant à la nécessité de préserver l'intégrité nationale en vue de faire face aux tentatives visant à déstabiliser le pays. Lors de cette marche qui a débuté du siège de la Centrale syndicale au ter mail, en passant par la Rue Hassiba Ben Bouali jusqu'à la place de la Grande Poste, les participants ont scandé des slogans rejetant

l'ingérence étrangère dans les affaires internes du pays et appelant à la préservation de l'intégrité nationale et au resserrement des rangs, afin de faire face aux tentatives de déstabilisation de l'Algérie. Ils ont, par ailleurs, exprimé leur soutien à l'Armée nationale populaire (ANP) pour son accompagnement des revendications du peuple, soulignant l'importance de la participation massive à l'échéance présidentielle du 12 décembre prochain, en vue de mettre en échec les plans des comploteurs contre l'Algérie et de ses ennemis, tant à l'intérieur qu'à l'exté-

rieur. Dans une déclaration en marge de cette marche, le Secrétaire général de l'UGTA, Salim Labatcha a affirmé que «les forces étrangères hostiles à l'Algérie n'ont pas apprécié le caractère pacifique du Hirak populaire», ce qui les a poussées, a-t-il ajouté, à recourir à «la politique de provocation à l'encontre du peuple algérien». L'Algérie vit «une profonde mutation démocratique et s'apprete à organiser une importante échéance présidentielle qui aboutira au choix d'un président pour le pays, de manière transparente et régulière», a-t-il ajouté.

PRÉSIDENTIELLE 2019 :

13^{ème} jour de la Campagne électorale

Belaïd plaide pour la création d'une banque nationale de semences

Le candidat à la Présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelaziz Belaïd a proposé, vendredi à Sétif, la création d'une banque nationale de semences pour mettre fin à la dépendance aux laboratoires étrangers, soulignant la nécessité pour le produit national de retrouver sa qualité et sa place.

Lors d'un meeting populaire animé à la salle omnisports de la wilaya de Sétif, le candidat du Front El Moustakbal a mis en avant l'impérative mise en place d'une «banque nationale des semences» pour permettre au produit national de retrouver sa qualité d'antan et «mettre fin à l'importation des semences».

L'Algérie qui dans le passé était un «stock de semences» pour les pays européens, est devenue aujourd'hui otage de «laboratoires d'où elle importe du

poison» sous forme de semences, a ajouté le candidat à la magistrature suprême, soulignant que l'Algérie détient les expériences nécessaires pour relancer le secteur agricole qui occupe une importante partie dans son programme électoral.

Le candidat s'est engagé à créer des zones industrielles et agricoles et à libérer les initiatives et à créer toutes les conditions aux investisseurs qui sont, a-t-il dit victimes du chantage politique et de gestion administrative.

M. Belaïd a rappelé la nécessité de redonner l'espoir aux jeunes, notamment les chômeurs en leur accordant tous les moyens et les chances de créer des PME, rappelant que l'Algérie a dépensé des sommes importantes pour la formation des cadres, mais la mauvaise gestion et planification ont poussé plusieurs d'entre eux à partir

vers l'étranger et faire profiter les pays étrangers de leurs compétences. L'Algérie a besoin en cette période de toute ressource et de toute compétence pour réaliser le sursaut économique, a indiqué M. Belaïd, appelant, à cette occasion, les ambassadeurs et les représentants diplomatiques à être des partenaires dans la promotion de la destination économique de l'Algérie et à faire connaître le produit national.

Par ailleurs, M. Belaïd a affirmé que sa candidature à la présidence de la République était motivée par sa conviction que le pays est en danger, avant d'appeler les algériens à faire réussir ces élections, «qui seront pour la première fois régulières et libres», selon ses propos.

Il a réitéré que les élections sont la seule solution pour sortir de cette crise, notamment avec «l'acharne-



ment» constaté ces derniers jours contre l'Algérie par certaines parties étrangères, ajoutant que l'établissement de la stabilité sociopolitique est tributaire de l'élection d'un dirigeant qui sauvera l'Algérie.

M. Belaïd s'est engagé, enfin, à ouvrir un dialogue «réel» avec tous les acteurs, s'il venait à être élu le 12 décembre prochain, appelant à bannir toutes formes de violence.

Bengrina rejette la confiscation de l'opinion

Le candidat à la présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelkader Bengrina, a affirmé, vendredi à la ville d'El Eulma (Sétif), que les Algériens étaient libres d'exprimer leurs positions à propos de la Présidentielle, exprimant son rejet de la confiscation de l'opinion.

«L'Algérie est vaste et peut accueillir tous les Algériens qui sont libres de s'exprimer à propos de la Présidentielle... mais halte à l'injustice, aux agressions et à la confiscation de l'opinion car seule l'urne tranchera», a déclaré Bengrina lors d'un meeting populaire à la salle omnisport de la ville d'El Eulma. «Si le peuple s'abstient de

voter le 12 décembre et rejette les élections, je serai le premier à marcher avec lui contre l'élection, mais s'il décide de s'exprimer par les urnes, il est libre ... la liberté signifie s'exprimer sans porter atteinte à autrui», a-t-il dit. Le candidat a indiqué que le Hirak du 22 février à travers ses marches pacifiques et civilisées «a respecté tous les avis car chaque Algérien a scandé le slogan qui lui sied sans que personne ne le lui interdise ... c'est cette nouvelle Algérie que nous comptons bâtir ensemble».

S'adressant aux opposants à la tenue de la Présidentielle, il a déclaré, «vous êtes nos frères et nos amis et peu im-

porte nos différences, vous êtes nos partenaires dans ce pays ... nous ne portons atteinte à personne et nous n'en acceptons aucune». Après s'être réjoui de la réaction du ministre des Affaires étrangères à la résolution du Parlement européen, le prétendant à la Magistrature suprême a affirmé qu'il exprimait manifestement la position des Algériens et du Hirak du 22 février refusant toute humiliation ou soumission», ajoutant que «l'Algérie est toujours debout».

Il a salué, en outre, «la diplomatie populaire» qui complémente celle de l'Etat dans la préservation de sa sûreté

nationale et «l'immunisation» de l'image de l'Algérie à l'étranger».

Lors de ce meeting, M. Bengrina a qualifié la ville d'El Eulma de «pôle commercial en Algérie», indiquant qu'elle occupait cette place grâce aux efforts de ses enfants et de ses jeunes, et méritait d'être érigée en une wilaya.

A noter que le candidat a sillonné les différents quartiers de la ville d'El Eulma, accompagné des sympathisants de son parti, avant de se croiser avec certains citoyens et jeunes qui appelaient au boycott de la prochaine échéance présidentielle, parmi une forte présence sécuritaire.

M'SILA :
Marche pacifique
de soutien aux élections
et de condamnation
de l'ingérence étrangère

Des citoyens ont manifesté samedi lors d'une marche populaire pacifique de soutien à la tenue des élections présidentielles prochaines et de condamnation de l'ingérence du Parlement européen dans les affaires intérieures du pays, a-t-on constaté.

Les manifestants se sont arrêtés devant le siège du secteur opérationnel militaire et ont scandé des slogans de soutien à l'Armée nationale populaire (ANP) et favorable au respect de la constitution et la tenue des élections présidentielles à la date du 12 décembre. Cette marche pacifique caractérisée par une organisation parfaite a également condamné et rejeté l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures du pays en réaction à la résolution du Parlement européen sur la situation en Algérie.

Les manifestants ont affirmé que le peuple algérien montrera le 12 décembre prochain que «l'Algérie est libre et démocratique». Sur la place de la victoire au centre-ville, les participants ont insisté sur la participation «massive» aux prochaines élections «pour choisir librement le président de la République et répondre ainsi aux parties étrangères haineuses qui ne veulent que du mal au pays».

BORDJ BOU ARRERIDJ :
Marche en faveur de l'élections et rejet de
l'ingérence étrangère dans les affaires du
pays

Le bureau de l'association nationale des retraités de l'ANP a organisé, samedi, une marche pacifique à Bordj Bou Arreridj en faveur de la prochaine élection présidentielle et pour rejeter l'ingérence du Parlement européen dans les affaires du pays.

Des citoyens, en plus des représentants des bureaux des wilayas d'Oran, Batna, M'sila, Djelfa, Oum el Bouaghi, Skikda et Guelma se sont rassemblés devant le bureau local de l'association nationale des retraités de l'ANP, domicilié dans la cité des 500 logements, avant d'arpenter la rue Houari Boumediène, en passant par la Place El Kalaa, au centre-ville, et de poursuivre en empruntant la rue Emir Abdelkader jusqu'au siège de la wilaya. Les manifestants ont exprimé leur rejet total de toute ingérence étrangère dans les affaires du pays, considérant celle du Parlement européen dans les affaires de l'Algérie comme «manifeste et injustifiée», saluant, en ce sens, le communiqué du ministère des Affaires étrangères dénonçant l'ingérence du Parlement européen dans les affaires du



pays. Ils ont estimé, à cet effet, que les «circonstances actuelles que traverse notre pays sont une question interne nécessitant d'être résolues entre nous sans aucune intervention étrangère, quelle que soit sa nature ou ses intentions».

Les manifestants ont également fait état de leur soutien à l'ANP et leur confiance, afin de

préserver l'unité de la nation et du peuple et s'interposer devant quiconque aspirant à déstabiliser le pays.

Arborant le drapeau national, les manifestants ont fait part, en outre, de leur volonté de participer aux prochaines élections afin d'élire un président légitime pour le pays.

PRÉSIDENTIELLE 2019 :

14^{ème} jour de la campagne électorale

Benflis salue «l'élan populaire» contre l'ingérence étrangère

Le candidat à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, Ali Benflis a salué, à Sétif, «l'élan populaire» enregistré à travers les différentes wilayas du pays pour exprimer le rejet des Algériens de toute ingérence étrangère dans leurs affaires internes.

«Je salue l'élan du peuple algérien qui est sorti, samedi, dans toutes les wilayas afin d'exprimer son rejet de toute immixtion étrangère dans les affaires intérieures du pays», a indiqué M. Benflis lors d'un meeting organisé à la maison de culture «Houari Boumediène» au 14^{ème} jour de la campagne électorale.

Le prétendant à la Magistrature suprême a réitéré son rejet de la résolution votée par le Parlement européen sur la situation des libertés en Algérie, la qualifiant «d'ingérence flagrante dans les affaires internes», tout en réaffirmant que «la crise ne saurait être résolue que par le peuple et que le Parlement européen ne doit pas s'immiscer dans nos affaires intérieures».

A ce titre, M. Benflis a dit également être «porteur d'un message d'espoir aux Algériens dans le but de bâtir un Etat fort et une politique judicieuse, d'améliorer les conditions de vie et lutter contre la corruption et les corrompus».

Il a appelé, en outre, à «parachever

le processus enclenché en février dernier par la mouvement populaire, qui a permis l'éviction de la bande, avec l'accompagnement de l'Armée», indiquant que cela «ne saurait se réaliser qu'en allant à l'élection présidentielle, qui mènera vers un avenir meilleur où la lutte contre la corruption sera poursuivie».

Pour le candidat de Talaie El-Hourriyet, l'Algérie «ne vit pas actuellement de crise sécuritaire, même si elle souffre de crises dans les domaines politique et socio-économique, et ce grâce à la mise en échec par l'Armée et les bienveillants parmi les enfants du peuple, des tentatives de forces anticonstitutionnelles, alliées à des forces étrangères».

M. Benflis a présenté les axes de son programme électoral qui vise à «conférer la légitimité aux institutions de l'Etat, à élaborer une nouvelle Constitution qui répartit les prérogatives du Pouvoir exécutif entre le président de la République et le chef du Gouvernement, à réactiver le rôle de contrôle assumé par le parlement, outre le soutien de l'opposition, la libéralisation des médias et la garantie de l'indépendance de la justice».

Au volet économique, le candidat s'est engagé à «améliorer les conditions d'investissement, à abroger la politisation

de l'acte économique et à interdire le monopole, outre la répartition équitable des richesses nationales entre les franges du peuple et les régions du pays», soulignant la nécessité de «lutter contre la bureaucratie et la corruption à travers la numérisation de l'économie».

Abordant la crise sociale, le candidat a promis de «régler les problèmes des étudiants concernant la bourse et les œuvres sociales», fustigeant «la fraude» pratiquée dans la gestion des fonds des œuvres universitaires, avant d'appeler à «la révision de tout le système pour revaloriser la bourse et prendre en charge les revendications des étudiants en concertation avec leurs représentants».

M. Benflis s'est engagé à ouvrir le dossier de la pension de retraite après révision de la situation financière du pays, promettant d'accorder aux retraités ayant parachevé leurs années de travail le droit de percevoir une pension de retraite complète».

Dans ce sens, le candidat a promis d'ouvrir le dossier des retraités de l'armée et des combattants et de prendre en charge les préoccupations des corps médical et éducatif, s'engageant à accorder un intérêt particulier à la classe moyenne. Concernant la jeunesse, le



prétendant à la magistrature suprême a proposé de réduire la condition d'âge pour accéder aux postes de responsabilité, s'engageant à soutenir les bénéficiaires des crédits «ANSEJ» ne bénéficiant plus du soutien de l'Etat et à «débattre du dossier des contrats de pré-emploi pour trouver une solution urgente à ce dossier». Evoquant les affaires internes, M. Benflis a rappelé l'histoire révolutionnaire de la région, marquée par les événements du 8 mai 1945, ayant permis le déclenchement de la guerre de libération nationale, et durant lesquels le chahid Saal Bouzid, enfant de la région, est tombé en martyr.

Il a, entre autres, promis de revoir les revendications socioéconomiques de la population de la wilaya à travers l'encouragement de l'investissement et le développement du secteur agricole.

Bengrina s'engage à promouvoir les actions du secteur des affaires religieuses



Ben Badis, à promouvoir les actions et fonctions du secteur des Affaires religieuses, à unifier le référent religieux et à créer un conseil supérieur de l'Iftaa, à «assurer une réhabilitation matérielle et morale à l'imam et au guide religieux» et à «créer une institution indépendante de la zakat et de la gestion des wakfs qui contribue au développement et qui soit une source d'entraide sociale».

Dans ce sens, le candidat à la magistrature suprême a affirmé, au 14^{ème} jour de la campagne électorale, qu'il veillera à «développer l'enseignement supérieur, à renforcer le rôle de l'université dans la formation de l'individu et l'ouverture au monde de l'emploi, étant la clé de voute du développement». M. Bengrina a déclaré que, s'il venait à être élu président de la République, il veillera à créer des pôles industriels et scientifiques pour faire de Constantine le pôle de l'Est», ajoutant que son programme

électoral a pour objectif de «réaliser des pôles du savoir, étant le socle de la croissance économique, et investir dans le capital humain dans les secteurs de l'éducation, de l'enseignement, de la formation et de la santé». L'Algérie «dispose de toutes les capacités, de centres d'accueil, d'intelligence et d'excellence, à même d'assurer sa transition vers l'économie du savoir et de la connaissance pour accroître la croissance», a-t-il soutenu, imputant le déficit actuel dans la croissance à l'économie de rente, à l'autocratie et au totalitarisme qui ont eu pour conséquence la migration des cerveaux.

C'est pourquoi, nous devons mettre la main dans la main pour faire sortir l'Algérie de sa crise multidimensionnelle». M. Bengrina a également salué tous les Algériens qui sont sortis pour exprimer leur refus de l'ingérence étrangère dans les affaires internes de l'Al-

gérie, indiquant qu'«en dépit de nos divergences d'opinions et de positions, je salue, toutefois, ceux qui se sont dressés en un seul Homme contre l'ingérence étrangère», affirmant qu'il s'agit là «d'une réaction naturelle des Algériens, à chaque fois qu'ils ressentent un danger qui guette notre chère Patrie».

A l'occasion de son passage dans la ville du savoir et des oulémas, M. Bengrina a indiqué que la wilaya de Constantine est considérée comme «un bastion pour la défense des constantes de la Nation, la protection de son identité et de son projet authentique», relevant que l'éminent Ben Badis «a fondé l'Association des oulémas musulmans algériens pour réformer l'individu, car il était convaincu que la réforme des Nations ne peut se faire qu'à travers la construction saine de l'individu, confortée par l'appartenance à la Patrie et la défense de l'arabité de la Nation».

Le candidat Mihoubi s'engage à soutenir l'investissement dans l'industrie pharmaceutique

Le candidat à la présidentielle du 12 décembre prochain, Azzedine Mihoubi, s'est engagé, samedi à partir de Chlef, à oeuvrer, en cas de son élection, à soutenir et encourager l'investissement dans l'industrie pharmaceutique, un secteur qui coûte «entre 4 et 5 milliards de dollars/an» à l'Algérie.

Le prétendant à la Magistrature suprême, qui animait un meeting populaire à la salle omnisports Abdelmadjid-Naciri, dans le cadre de la campagne électorale, a assuré que son programme «mise sur l'encouragement de l'industrie pharmaceutique en Algérie» en accordant, a-t-il dit, «toutes les facilitations nécessaires aux investisseurs» de façon à «réduire la facture d'importation des médicaments estimée à entre 4 et 5 milliards de dollars/an», a-t-il relevé.

«Il est impératif de créer le plus grand nombre possible d'usines de production de médicaments en Algérie.

Et nous veillerons à offrir d'impor-

tantes facilitations en la matière aux investisseurs, parallèlement à l'instauration de partenariats étrangers», a soutenu Mihoubi, estimant que «si la santé est nécessaire, la disponibilité du traitement l'est encore plus, et des solutions existent pour réaliser de nombreuses usines (de médicaments) à travers le pays», a-t-il ajouté.

Il a affirmé, à ce titre, son «engagement à soutenir les investisseurs du domaine, qui sont en conformité avec les normes internationales en vigueur».

Un fait qui permettra, selon lui, une «production locale du médicament, tout en préservant les réserves de changes».

Au volet social, l'ex-ministre de la Culture a réitéré son engagement à l'insertion professionnelle des jeunes dans des postes de travail permanents, parallèlement à la relance des micro-entreprises créées dans le cadre du dispositif ANSEJ (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes), «avec l'examen des causes

de leur échec, et non leur poursuite en justice», a-t-il assuré.

«Nous poursuivrons l'intégration des jeunes dans des postes d'emploi permanents, car ils sont les forces vives de la Nation.

Nous ne voulons pas que les jeunes soient réduits à la Harga, le chômage et la déperdition», a-t-il soutenu, par ailleurs.

Sur un autre plan, le candidat du Rassemblement national démocratique (RND) s'est félicité de l'«union des Algériens» et leur sortie dans des marches populaires pour exprimer leur rejet de ce qu'il a qualifié d'«offense du Parlement européen dans sa tentative d'embarasser les Algériens chez eux».

Il a, à ce titre, lancé un appel à tous les Algériens en vue de répondre fermement à ce type de tentatives d'ingérence dans les affaires familiales algériennes», en prenant part au scrutin présidentiel et en exprimant leur voix pour élire leur



président. Au sujet des préoccupations de la wilaya de Chlef, Mihoubi s'est engagé à la relance du développement aux plans économique et touristique, mais aussi social, notamment concernant le logement et le problème des chalets, qu'il a promis d'«éradiquer définitivement».

Il a abordé à l'occasion le souvenir du séisme qui avait dévasté la région le 10 octobre 1980, et durant lequel les «Algériens avaient fait montre d'un sens de la solidarité sans égal».

LA MINISTRE DE LA POSTE, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, DES TECHNOLOGIES ET DU NUMÉRIQUE, M^{ME} FARAOUN : « Algérie Poste propose la création de 3 filiales et souhaite réaliser un centre de tri postal automatique »



La ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houada-Imane Faraoun, a annoncé samedi, dans un entretien à l'APS, qu'Algérie Poste a soumis à l'appréciation du Conseil des Participations de l'Etat les projets de création de deux filiales et qu'elle envisage la réalisation d'un centre de tri postal automatique.

Il s'agit d'une filiale pour le transport des fonds et d'une autre pour la production et la personnalisation de cartes électroniques dont «les projets de création sont au niveau du Conseil des Participations de l'Etat», a-t-elle précisé, ajoutant que la troisième filiale est celle relative à la maintenance des GAB (guichet automatique bancaire), dont l'atelier est en phase de réalisation et le projet de filialisation en maturation.

Pour ce qui est de la filiale Transport des fonds, Mme Faraoun a indiqué qu'Algérie Poste, qui a investi dans les véhicules blindés de transport des fonds, souhaite filialiser cette activité pour pouvoir la gérer de façon plus optimisée, mais aussi prêter au profit des banques, d'Algérie Télécom ou d'autres opérateurs, pour lesquels le transport de fonds est une prestation importante.

Elle a expliqué que «l'idée de créer cette filiale a été motivée par le fait qu'en 2014, il y avait un réel problème de disponibilité de liquidité au niveau des bureaux de postes, entre autres, à cause d'un problème de transport des fonds, et depuis, Algérie Poste n'a ménagé aucun effort pour le régler». Concernant la filiale fabrication de cartes électroniques, elle a indiqué qu'Algérie Poste, qui personnalise ses propres cartes de paiement, a lancé les travaux d'extension de son unité de production pour la réalisation de tous les types de cartes magnétiques, avec ou sans puce, «ce qui lui permettra de prêter notamment pour les banques, Algérie Télécom et les opérateurs mobiles». La ministre a fait savoir, en outre, qu'Algérie Poste veut également filialiser la maintenance des GAB (dont 1.418 sont déployés sur le territoire national), et qui connaissent actuellement un taux de panne frôlant les 40%.

«Algérie Poste compte un réseau de plus de 1400 GAB qui ont des taux de disponibilité non satisfaisants, à cause de l'existence de seulement deux prestataires de service dans le pays qui font la maintenance de ces GAB en cas de panne», a-t-elle relevé, ajoutant que «malheureusement, chacun prêtre pour ses propres équipements et Algérie Poste peine à les obliger, en cas de panne, à se déplacer dans les zones éloignées ou les week-end et jours fériés. «Cette prestation fournie reste très limitée et source de nombreux litiges avec Algérie Poste, d'où l'idée pour cette dernière de créer sa propre filiale de maintenance, acquérir soi-même la pièce de rechange et pouvoir développer, dans les deux ou trois années à venir, un projet avec le département de l'industrie pour l'intégration de ces équipements (GAB) en Algérie», a-t-elle indiqué. Les travaux de réalisation d'un atelier de maintenance des GAB au niveau de l'unité postale de Birtouta (Alger) ont commencé «début novembre». La formation dans la maintenance de ces équipements au profit d'employés d'Algérie Poste a également été lancée.

L'autre projet d'envergure pour Algérie Poste est la réalisation d'un centre de tri automatique postal au niveau de la wilaya d'Alger.

«Il y a une étude réalisée par Algérie Poste pour l'acquisition d'équipements de hautes technologies afin d'équiper ce centre.

Algérie poste attend aussi de la wilaya d'Alger de lui proposer une assiette de terrain soit au niveau de Bab Ezzouar (vu sa proximité de l'aéroport Houari Boumediène pour la distribution rapide du courrier) ou de Birtouta (qui dispose de terrains pour la construction de ce centre), a-t-elle indiqué.

LE MINISTRE DU COMMERCE, SAÏD DJELLAB: « Un projet pour la dotation de 17 marchés de gros de fruits et légumes en énergie solaire à travers le pays »

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab a annoncé, samedi à partir de Tipasa, le lancement d'un projet pour la dotation de 17 marchés de gros de fruits et légumes du pays, en équipements fonctionnant à l'énergie solaire.

«Nos services œuvrent en vue de la généralisation de l'exploitation des équipements solaires à la totalité des marchés de gros de fruits et légumes du pays, au nombre de 17, parallèlement au renforcement des différentes structures du ministère avec la même technologie, dont le siège du ministère du Commerce», a souligné Saïd Djellab, à l'issue d'une visite de travail dans la wilaya.

Cette annonce a été faite en marge d'une visite d'inspection du projet de dotation du marché de Hattatba en équipements solaires.

«Un projet pilote en Algérie, concrétisé par une startup algérienne, ayant permis une économie de 70% des frais de consommation en énergie électrique», a-t-on indiqué sur place.

«Le succès de ce projet pilote est un exemple vivant de la possibilité de lancement de partenariats entre les entreprises publiques et les startups», a estimé le ministre.

Il a annoncé, à ce titre, la prise d'une somme de mesures d'urgence, à travers notamment la signature d'une convention entre l'entreprise



de réalisation et de gestion des marchés de gros (MAGROS) et une startup spécialisée dans les équipements solaires, en vue, a-t-il dit, de l'équipement du siège de cette entreprise algérienne (MAGROS) en panneaux solaires, outre cinq autres marchés à travers le pays».

En l'occurrence, il s'agit des marchés de gros de fruits et légumes de Mila, Ain Defla, Sétif, Mascara et Ain Ouessara, «dans l'attente de la généralisation progressive de cette technologie au reste des marchés du pays», a fait savoir M. Djellab. Ces projets sont ins-

crits, a-t-il ajouté, au titre de la mise en œuvre de la feuille de route du ministère du Commerce fixée en application de la nouvelle stratégie du Gouvernement visant l'intégration des nouvelles technologies, numériques notamment, dans les systèmes de gestion de différents départements ministériels, parallèlement à l'ouverture de marchés publics consacrant un véritable partenariat entre le secteur public et les startups», a-t-il expliqué.

Selon Saïd Djellab, la feuille de route du ministère du Commerce est axée sur six

points visant la consécration des objectifs du Gouvernement.

Il a signalé, entre autres, l'installation de la commission du numérique, le lancement d'un diagnostic de l'opération de numérisation du secteur du commerce, et la modernisation des systèmes de gestion interne de différentes structures du ministère pour les adapter aux normes internationales, a-t-il fait savoir. La même feuille de route englobe, également, a ajouté M. Djellab, l'implication des startups algériennes dans la réalisation de différents projets de modernisation et de systèmes informatiques, outre l'adoption des nouvelles normes dans la réalisation de constructions intelligentes et écologiques, à travers de nouveaux projets de marchés de gros et de points de distribution de fruits et légumes.

A cela s'ajoutent la dotation des marchés de gros, du siège du ministère du Commerce et de certaines structures relevant de la même tutelle, dont le Centre national du registre du commerce et les directions du commerce des wilayas, en équipements solaires.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ M. MIRAOUÏ À OUARGLA: « L'Etat œuvre à renforcer la prise en charge médicale dans les wilayas du Sud et des hauts plateaux »

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a affirmé samedi à Ouargla que l'Etat s'attèle à renforcer et promouvoir les prestations médicales dans les wilayas du Sud et des Hauts Plateaux.

«L'Etat œuvre à renforcer et promouvoir les prestations médicales dans les wilayas du Sud du pays et des Hauts Plateaux en vue d'assurer une meilleure prise en charge médicale des malades», a souligné M. Miraoui en marge du lancement à la Faculté de médecine du concours sélectif des médecins généralistes des wilayas du Sud pour l'accès aux études médicales spécialisées. «Ce concours sélectif intervient en application des décisions du gouvernement prises lors de son conseil du mois de juillet dernier concernant la promotion de la prise en charge médicale spécialisée dans les wilayas du Sud du pays et des Hauts Plateaux», a soutenu le ministre.

M. Miraoui a, dans ce cadre, fait état de la levée du gel, au profit de ces wilayas, sur pas moins de 25 projets de réalisation de nouvelles structures de santé, d'une autorisation financière globale de plus de 20 milliards DA, dans le but de promouvoir les prestations médicales dans ces régions.

Il a relevé également que 117 conventions ont été signées cette année dans le cadre des programmes de jumelage inter-hôpitaux du Sud et du Nord du pays portant renforcement de toutes les spécialités médicales confondues, en plus de l'ouverture des pharmacies centrales, la création à Tamanrasset d'un observatoire régional de la santé appelé à prendre en charge les maladies tropicales et d'un centre de recherches et de lutte anti-venimeuse scorpionique à Ouargla.

Dans le même ordre d'idées, le ministre a passé en revue les mesures incitatives et les avantages, y compris le service civil, préconisés par l'Etat en direction des praticiens généralistes, notamment ceux exerçant dans les wilayas du Sud, par souci d'améliorer leurs conditions socio-professionnelles.

La dynamisation des mécanismes d'encouragement de l'investissement privé dans le secteur de la santé dans le Sud et les Hauts Plateaux, la mobilisation des équipes clino-mobiles devant sillonner les régions enclavées et l'acquisition de nouvelles ambulances tout terrain, font partie également des décisions prises par l'Etat, a ajouté M. Miraoui.

Il a, à cette occasion, rendu un grand hommage aux efforts intensifs fournis par le Haut Commandement de l'Armée Nationale Populaire (ANP) pour assurer, à la faveur des caravanes itinérantes, des prestations médicales au profit des populations nomades et des régions enclavées, en sus de la coopération inter-hôpitaux militaires et civils pour offrir des prestations médicales spécialisées au niveau des structures hospitalières du pays.

L'organisation de ce concours d'accès aux études médicales spécialisées qui a enregistré la participation de 450 candidats, ayant remplis les conditions portant plus de cinq ans d'expériences d'exercice et âgés de moins de 40 ans, s'assigne comme objectifs l'amélioration des prestations médicales et la couverture médicale spécialisée permanente au profit des populations du Sud du pays.

Le ministre de la Santé a indiqué que ce concours sélectif vise à ouvrir des opportunités aux praticiens généralistes exerçant dans ces régions d'accéder à



de pareilles formations, avant de souligner que ce concours sera organisé annuellement. Pour ce concours, l'on relève l'ouverture de 198 postes, à raison de 22 postes pour chacune des wilayas d'Adrar, Béchar, Tamanrasset, Ouargla, Illizi, Tindouf, El-Oued, Biskra et Ghardaïa, versés dans les spécialités médicales de la pédiatrie, gynécologie, anesthésie-réanimation, médecine interne, l'imagerie médicale, la chirurgie générale, chirurgie pédiatrique et la chirurgie orthopédique.

Le ministre a, au terme de sa visite de travail dans la wilaya d'Ouargla, inspecté le laboratoire d'immunologie et des recherches scientifiques à la faculté de médecine, Université Kasdi Merbah, où il a écouté des explications des chercheurs et étudiants sur les résultats obtenus. M. Miraoui a, à ce titre, donné des instructions aux responsables de l'université pour réunir tous les moyens nécessaires aux expériences en vue d'encourager la recherche scientifique.

COOPÉRATION ALGÉRO-ALLEMANDE: Création du 1^{er} réseau algérien d'efficacité énergétique

La 2^{ème} édition de la «Journée algéro-allemande de l'énergie», tenue jeudi à Alger, a été couronnée par le lancement du premier réseau algérien de l'efficacité énergétique.

Regroupant huit entreprises nationales privées et publiques, ce réseau pilote permettra à l'Agence pour l'utilisation et la rationalisation de l'énergie (APRUE) et à l'Agence de coopération allemande «Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit» (GIZ) d'accompagner les membres et de les responsabiliser en matière de gestion de l'énergie. Il permettra, également, l'organisation de formations continues au profit des membres sur des thématiques liées à l'efficacité énergétique.

Dans une allocution à l'ouverture des travaux, la secrétaire générale du ministère de l'Énergie, Fatma-Zohra Cherfi, a indiqué que cette seconde édition «témoigne d'une volonté algéro-allemande d'encourager des partenariats fructueux dans les domaines de l'efficacité énergétique et de l'économie énergétique».

Selon elle, le partenariat à l'image de celui conclu entre l'Algérie et l'Allemagne reste le «meilleur moyen» d'assurer un transfert des technologies et de savoir-faire dans le domaine de l'efficacité énergétique. Il s'agit, a-t-elle pour-



suivi, de mettre les expériences de la transition énergétique engagée par l'Allemagne au profit des partenaires algériens afin de soutenir l'Algérie dans sa politique énergétique.

Pour sa part, l'ambassadrice d'Allemagne en Algérie, Mme Ulrike Knotz, a indiqué, qu'à travers cette Journée, les deux pays s'adressent aux défis de la transition énergétique avec des concepts et des technologies innovantes qui seront discutées en détail à cette occasion. «Ensemble, avec un échange de connaissances et de bonnes pratiques, nous pouvons avancer avec des pas

sûrs, vers une transition énergétique au niveau de nos pays et à l'échelle internationale», a-t-elle estimé. Le partenariat énergétique algéro-allemand a été mis en place en 2015 à la suite d'une déclaration commune. Il dispose d'une structure d'appui au sein de la «Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH» (GIZ) à Alger et à Berlin, qui soutient le fonctionnement de cette coopération bilatérale et joue le rôle d'interlocuteur et de plateforme d'échange. S'inscrivant dans le cadre des relations bilatérales, la rencontre a été orga-

nisée par le ministère algérien de l'Énergie et le ministère allemand de l'Économie et de l'Énergie pour débattre, notamment, des questions relatives au rôle des innovations dans la phase actuelle de la transition énergétique, les concepts innovants à adapter pour l'Algérie concernant les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la digitalisation. Cette journée a eu pour but aussi d'approfondir la coopération entre les deux pays et de faire avancer leur transition énergétique.

La rencontre a vu participation, pour la partie algérienne, des représentants de la Société nationale de l'électricité et du gaz, Sonelgaz, de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG), de l'Agence nationale pour la rationalisation et l'utilisation de l'énergie (APRUE) et du Commissariat national aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREF). La partie allemande, a été représentée, quant à elle, par des responsables d'instituts et d'entreprises allemandes comme «Fraunhofer ISI», «Next Kraftwerke» et ABB.

CÉRÉALES: Baisse de plus 12% des importations durant les 9 premiers mois 2019

Les importations algériennes de céréales ont dépassé 2,1 milliards de dollar, durant les neuf premiers mois de 2019, contre plus de 2,4 milliards de dollars au cours de la même période en 2018, en baisse de plus de 12%, a-t-on appris auprès de la direction générale des Douanes (DGD).

De janvier à septembre 2019, les importations des céréales, qui ont représenté 34,15% de la facture globale des importations, ont enregistré ainsi une baisse de 290,34 millions de dollars, soit 12,06%, selon les données statistiques de la direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD).

Cette tendance baissière des importations de céréales est appelée à se poursuivre dans le futur, encouragée par une importante production nationale réalisée

durant la campagne 2018-2019, notamment pour l'orge et le blé dur.

Elle est aussi le fruit des mesures prises par le gouvernement afin de rationaliser les importations notamment du blé tendre, a précisé la même source.

Ces mesures ont permis de cerner les véritables besoins du marché national en blé tendre, fixés à 4 millions de tonnes au lieu de 6,2 millions de tonnes qui étaient importées chaque année.

Pour rappel, le gouvernement est déterminé à impulser et développer la filière céréalière pour assurer la sécurité alimentaire du pays et renoncer graduellement à l'importation, tout en ouvrant des perspectives d'exportation dans l'avenir. Cela a été souligné, le 4 novembre en cours, par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, lors d'une réunion in-

ministérielle consacrée à l'examen du Programme de développement de la filière céréalière, notamment dans le Sud et les Hauts plateaux.

De son côté, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari avait relevé, durant la même occasion, une «hausse considérable» des niveaux actuels de la production atteignant 56,3 millions de quintaux. Le ministre a, également, évoqué l'impact «très positif» des mesures décidées par le gouvernement en matière de rationalisation des importations de céréales dans le cadre de la régulation des importations et la préservation des réserves nationales en devise, citant notamment l'essor qualitatif qu'a connu la production du blé dur avec 32 millions de quintaux.

ALGÉRIE: Une étude en cours pour évaluer les ressources en plantes aromatiques

La direction générale des forêts (DGF) a entamé une étude pour évaluer les ressources nationales en plantes aromatiques et médicinales, en partenariat avec des centres de recherche, a indiqué samedi à Alger son directeur général, Ali Mahmoudi. Dans une déclaration à l'APS en marge du 4^{ème} Salon des plantes aromatiques, médicinales, à parfum et huiles essentielles, M. Mahmoudi que cette étude était menée en collaboration avec des instituts et universités algériens à l'image du pôle universitaire de Tlemcen. Selon lui, l'Algérie compte actuellement quelque 3.000 variétés de plantes aromatiques et médicinales, dont 600 seulement sont utilisées. «Une meilleure connaissance des vertus de ces plantes nous permet une exploitation optimale et raisonnée de nos ressources biologiques dans le but d'impulser un développement local pouvant améliorer les revenus des po-

pulations locales et de conserver au mieux notre biodiversité aussi bien forestière qu'agricole», a-t-il fait valoir. M. Mahmoudi a, par ailleurs, affirmé l'engagement de la DGF à accompagner les opérateurs de cette filière naissante, notamment dans les zones reculées du pays. Il a cité, dans ce cadre, des projets réalisés dans le sud et les régions steppiques et qui ont donné des «résultats encourageants», à l'image de celui de Djelfa où d'importantes quantités de géranium sont produites.

Il a également évoqué d'un projet lancé avec le pôle universitaire de Tlemcen pour extraire des huiles essentielles afin d'optimiser les conditions de culture des espèces aromatiques et médicinales.

Le premier responsable de la DGF a affirmé que la 4^e édition de ce salon, qui a regroupé 29 participants de 12 wilayas, constitue une plateforme d'échanges dynamiques en producteurs, scientifiques,

utilisateurs et institutions. Pour sa part, le président du Conseil national interprofessionnel de la filière des plantes à parfum, aromatique et médicinales et des huiles essentielles des plantes aromatiques (PPAM), Zidane Menouar, a affirmé que la filière a un avenir prometteur en Algérie. Pas moins de 400 producteurs actifs sur le marché national, totalisant une capacité de production supérieure à 93.000 m3 d'huile distillée par an, a-t-il relevé.

Interrogé sur les plantes et les huiles essentielles importées qui inondent le marché algérien, M. Menouar a expliqué que la quasi-absence de producteurs nationaux dans cette filière des années durant, avait laissé place aux importations anarchiques. Il a assuré, toutefois, que l'offre sera meilleure avec le développement de cette filière qui va de plus en plus vers la professionnalisation.

AGRICULTURE: Alioui plaide à partir de Blida pour la promotion de la production agricole avec une option pour l'exportation

Le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Mohamed Alioui a appelé, jeudi à partir de Blida, à la promotion de la production agricole avec une orientation vers l'exportation en vue d'insuffler une «plus grande dynamique» à l'économie nationale.

«La promotion de la production agricole en Algérie et la consécration de l'autosuffisance, avec l'exportation de l'excédent en matière, est la clé de la prospérité et, partant, de la relance de l'économie nationale», a indiqué M. Alioui à l'occasion de la célébration du 45^{ème} anniversaire de la création de l'UNPA.

Il a soutenu que le véritable défi pour le secteur agricole national consiste à consacrer l'autosuffisance, comme c'est le cas pour la filière pomme de terre, avec une orientation pour l'exportation, ceci d'autant plus, a signalé le SG de l'UNPA, que «nous avons constaté un intérêt de la part de pays africains, dont le Rwanda, le Kenya, le Sénégal, l'Afrique du sud et l'Égypte, pour certains produits algériens, comme la pomme de terre, les dattes et les agrumes».

Il s'est félicité, à l'occasion, de la réouverture de la foire annuelle «Mougar» de Tindouf, exprimant son souhait de voir toutes les activités agricoles et commerciales «prendre le même essor, afin de contribuer à la relance du secteur».

M. Alioui a estimé néanmoins que ce «bond» dans le secteur ne pourra être réalisé que grâce à la réunion de certaines conditions, dont l'extension et la mise en valeur des terres agricoles, et l'instauration d'un système agricole basé sur la coopération et la combinaison des efforts aux plans production, financement et approvisionnement, entre autres.

«L'accélération de l'installation du Conseil supérieur de l'Agriculture, conformément à la Constitution, va aider à la promotion du secteur», a, en outre, estimé le SG de l'UNPA.

Et ce parallèlement, a-t-il ajouté, à la «promotion des conseils professionnels en un système de cohérence opérationnelle, tout en permettant aux agriculteurs de bénéficier d'un soutien financier du Fonds de garantie agricole, comme c'est le cas pour les entreprises économiques».

Le secrétaire général de l'UNPA a plaidé, par la même occasion, pour un «investissement dans le secteur agricole, garant des droits des investisseurs, l'intégration des enfants des agriculteurs directement après leur formation et la garantie d'une couverture sanitaire aux populations rurales, aux éleveurs et aux nomades», comme étant des conditions devant contribuer, selon lui, au développement du secteur et à la consécration de l'autosuffisance alimentaire.

Par ailleurs, M. Alioui a appelé le peuple algérien, en général, et les agriculteurs, en particulier, à une participation massive à l'élection du 12 décembre prochain, la qualifiant d'«issue à la crise que vit l'Algérie».

Indiquant que l'UNPA voit en «la prochaine échéance nationale, l'une des issues pour la crise que traverse le pays», il a affirmé que «l'avenir de l'Algérie est notre seul souci, tout en espérant que la sécurité et la sérénité règnent dans notre pays».

«En tant qu'agriculteurs, notre choix est clair concernant la patrie et la défense de ses composantes», a-t-il soutenu, ajoutant que «la stabilité vaut mieux que la destruction, comme le système qui assure les conditions de prospérité et de développement est mieux que le chaos».

Par ailleurs, M. Alioui a réitéré l'appui de l'UNPA à l'Armée populaire nationale (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), en tant qu'institution constitutionnelle protégeant le pays et ses frontières contre tout dérapage, un rempart imprenable contre les visées et l'ingérence étrangères dans les affaires internes du pays, que ce soit par l'Union européenne ou les ennemis de l'Algérie».

TIZI-OUZOU: Interruption de l'alimentation en eau potable du flanc nord suite à un incident

L'alimentation en eau potable des communes du flanc nord de la wilaya de Tizi-Ouzou est interrompue suite à un incident sur la conduite principale de refoulement, a indiqué jeudi la direction de l'unité de Tizi-Ouzou de l'Algérienne des Eaux (ADE).

Cette interruption de l'alimentation en eau potable qui dure depuis une semaine, a été causée par le déboîtement, de la conduite principale de refoulement du transfert d'eau à partir du Barrage de Taksebt vers les localités du Flanc nord. Les communes touchées sont Makouda, Tigzirt, Iflissen, Aghribis, Azeffoun et Akerou, a-t-on précisé de même source. L'unité de Tizi-Ouzou a engagé, aussitôt après l'incident, les travaux de réparations de cette conduite. «Ces travaux se déroulent à proximité de l'Oued Sébaou, sur un terrain extrêmement boueux et instable et d'important moyens sont déployés par nos services, à l'effet, de surpasser les contraintes rencontrées sur le terrain et de rétablir l'alimentation, dans les meilleurs délais», a-t-on rassuré.

OUARGLA: 50 locaux attribués à des porteurs de projets et bénéficiaires des dispositifs de soutien à l'emploi

Cinquante (50) locaux commerciaux et à usage professionnel ont été attribués à des porteurs de projets et bénéficiaires des dispositifs de soutien à l'emploi dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris jeudi de la commission de wilaya chargée de l'attribution des locaux commerciaux.

Trente (30) locaux ont été attribués à la cité El-Moustakbel dans la wilaya déléguée de Touggourt, et les 20 autres locaux à la cité Ennasr à Ouargla, après étude des dossiers des postulants, a indiqué à l'APS Messaoud Lakhdar, membre de la commission précitée. Les bénéficiaires activent en majorité dans les activités de services, de l'artisanat traditionnel (couture, broderie, location de véhicules, pâtisserie et coiffure), a-t-il ajouté. Relevant initialement de l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI), ces locaux ont été notamment affectés aux porteurs de projets et bénéficiaires des différents dispositifs de soutien à l'emploi, dont ceux de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) et de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), a-t-on fait savoir.

L'opération permettra aux bénéficiaires de concrétiser leurs projets, avec la perspective d'accéder à la propriété du local dans le futur, a expliqué le responsable.

L'attribution des locaux intervient en application des instructions du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire pour l'accompagnement des porteurs de projets et des bénéficiaires des dispositifs de soutien à l'emploi, en plus de la réhabilitation des locaux restés inexploités durant de longues années. En vue de vulgariser les mécanismes de soutien préconisés par l'Etat retenus en direction des sans emplois, une manifestation «Portes Ouvertes» est organisée à partir de jeudi sur les dispositifs de la CNAC et de l'ANGEM, permettant aux citoyens de s'enquérir des conditions d'accès aux avantages et financement des projets et des modalités de montage de micro-entreprise

LAGHOUAT: Divers projets en cours dans les communes d'El-Kheneg, Tadjerouna et El-Haouita

Divers projets de développement sont en cours de réalisation dans les communes d'El-Kheneg, El-Haouita et Tadjerouna, a-t-on appris vendredi des services de la wilaya de Laghouat.

Retenus au titre des programmes communaux de développement (PCD-2019), ces opérations concernent notamment les secteurs de l'Education nationale, les Ressources en eau, l'habitat et l'aménagement urbain.

Dans la commune d'El-Kheneg, un projet d'extension et de rénovation du réseau d'assainissement et son raccordement au réseau principal des quartiers Rahmania et Ouled-Laadjel est en voie de finalisation, en plus du raccordement aux voies et réseaux divers (VRD) de 350 lots ruraux groupés, et de la réalisation d'une cantine scolaire à l'école primaire Chahid Kouider Bensaad. Au niveau de la commune d'El-Haouita, les travaux sont en cours pour la réalisation de 40 logements publics locatifs, le revêtement de routes à la cité des 200 lots, le raccordement aux VRD des lotissements ruraux, et la réalisation des réseaux d'eau potable et d'assainissement au niveau du lotissement rural N-7.

La commune de Tadjerouna a bénéficié, pour sa part, d'un projet d'unité secondaire de la protection civile, afin d'étendre le déploiement de cette institution à travers la wilaya



de Laghouat. Un projet de 30 logements publics locatifs y est aussi en voie de finalisation, en plus de la restauration de la mosquée antique selon le cachet architectural et les matériaux originels, sous la supervision du secteur de la Culture.

Une opération d'équipement de

l'école primaire Chahid Abdalah Matlouk, dans la localité de Lalmaya, d'un système d'énergie solaire a été, par ailleurs, réceptionnée, en attendant la généralisation de ce type d'équipements aux autres établissements éducatifs de la wilaya de Laghouat.

OUM EL BOUAGHI: Lancement du concours «Défi environnemental»

Un concours local baptisé «Le défi environnemental» pour la réalisation de projets environnementaux à titre de volontariat a été lancé vendredi à Oum El Bouaghi, a-t-on appris vendredi auprès du directeur local du secteur, Chawki Guellil.

«Cinq (5) projets des comités de quartiers et des associations versées dans l'environnement ont été retenus pour concrétisation sur les dix (10) proposés», a précisé à l'APS le même responsable soulignant que ces projets ambitionnent d'améliorer le cadre de vie des citoyens. Cette initiative est organisée par la commune d'Oum El bouaghi en collaboration avec l'Agence de coopération allemande



(GIZ) qui devra financer les projets retenus, a-t-on encore noté. Parmi ces projets du défi environnemental, l'aménagement des espaces verts à la cité Annasr, proposé par l'asso-

ciation nationale du patrimoine, du tourisme et de l'artisanat qui sera lancé sous le slogan, «Soyez positif», le parachèvement des travaux du jardin public de la cité Colonel Amirouche, a

ajouté M. Guellil. Ce concours dont les travaux ont un délai de 48 heures est supervisé par une commission technique et sera soldé par des distinctions aux groupes les plus laborieux sur le terrain.

De son côté, le président de l'association nationale du patrimoine, du tourisme et de l'artisanat, Tarek Salhi a relevé que l'association qu'il représente est chargée d'une partie des travaux d'aménagement de la cité Annasr et la plantation de 60 arbustes, relevant qu'au-delà de ces chantiers, l'opération vise en premier à inculquer la culture environnementale parmi la population et à sensibiliser quand à l'importance d'un cadre de vie sain et agréable.

CONSTANTINE: Plus de 430 jeunes chômeurs embauchés par la DASS

Un total de 435 jeunes chômeurs ont bénéficié courant 2018-2019 d'un emploi dans le cadre des programmes pilotés par la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) de la wilaya de Constantine, a-t-on appris jeudi de la responsable de l'information et de la communication du secteur. Pas moins de 315 postes de travail parmi le nombre global ont profité à des jeunes ayant acquis un savoir-faire dans les centres de formation professionnelle liés au gardiennage et à la restauration scolaire, a précisé à l'APS la responsable de l'information et de la communication à la DASS, Roumaysa Hamlaoui. Le recrutement du nombre de demandeurs d'emploi,

effectué dans le cadre du dispositif d'activité d'insertion sociale (DAIS), vise le renforcement du personnel des cantines scolaires et l'amélioration des conditions de restauration à l'échelle locale, a-t-elle indiqué.

Les 120 autres postes d'emploi ont été réservés aux diplômés universitaires et aux techniciens supérieurs intégrés dans des administrations et dans des établissements scolaires dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP).

L'opération de recrutement, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de lutte contre le chômage et de la mise en application des dispositifs d'emploi et d'insertion profession-

nelle, «a été effectuée en toute transparence, conformément aux mécanismes de contrôle et d'orientation mis en place par les responsables locaux du secteur», a affirmé la même responsable.

Elle a souligné qu'une cellule d'étude et d'orientation des demandes, en fonction des profils des uns et des autres, a été mise en place.

Au moins 1.200 postes d'emploi destinés également à soutenir les cantines scolaires ont été créés durant la même période à la faveur des différents dispositifs gérés par l'agence de wilaya de l'emploi (ANEM), a-t-on rappelé.

MASCARA: Inhumation des victimes de l'effondrement d'une bâtisse

Les corps des deux victimes de l'effondrement d'une bâtisse, survenu jeudi à Hai «Baba Ali» à Mascara, ont été inhumés vendredi après-midi au cimetière de Sidi Mohamed Cherif de cette ville. Une grande foule de citoyens et d'autorités locales ont assisté à l'enterrement de Fatih Benaoumeur (50 ans) et de sa fille (18 ans). Présent aux funérailles, le wali de Mascara, Hadjri Derfouf a annoncé l'affectation d'un logement social pour la famille des défunts. Pour sa part, le président de la commission de wilaya du Croissant rouge algérien s'est engagé de l'ameublement du logement.

A rappeler que l'effondrement de l'habitation s'est produit jeudi matin suite à une explosion de gaz de ville faisant deux morts (le propriétaire et sa fille) et un blessé, l'épouse du défunt qui s'en est sortie avec des brûlures de deuxième degré nécessitant son transfert au CHU d'Oran.

MASCARA: Un mort et 2 blessés suite à l'effondrement d'une habitation



Une personne a trouvé la mort et deux autres ont été blessées suite à l'effondrement d'une habitation, survenu, jeudi à Mascara, a-t-on appris des services locaux de la protection civile. Les agents de la protection civile ont dégagé la dépouille de la victime sous les débris de cette habitation de trois étages, située à Hai Bab Ali, qui s'est effondrée complètement. Deux autres blessés dont la propriétaire de l'habitation souffrant de plusieurs brûlures ont été transférés au service des urgences médico-chirurgicales de l'hôpital «Meslem Tayeb» du chef-lieu de wilaya, a-t-on indiqué.

Selon un premier constat des services de la protection civile, l'accident aurait été provoqué par une explosion à une fuite dans le réseau de distribution de gaz naturel de cette habitation ou d'une défaillance de l'équipement GPL d'un véhicule qui se trouvait au garage.

L'opération de déblaiement du site se poursuit toujours à la recherche d'éventuelles autres victimes sous les débris, a-t-on précisé de même source.

AFFAIRE DU CONCERT DE SOOLKING : 6 mois de prison dont 3 avec sursis pour l'ex-DG de l'ONDA

L'ex-directeur général de l'Office national des droits d'auteurs (ONDA), Samy Benchikh, a été condamné par le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) à une peine de six (6) mois de prison, dont trois (3) avec sursis, et une amende de 50.000 DA dans l'affaire du concert du rappeur algérien Soolking.

Trois autres responsables ont écopé chacun de six (06) mois d'emprisonnement, dont (04) avec sursis et d'une amende de 50.000 DA. Ces derniers ayant été chargés, lors du concert, de veiller aux aspects organisationnel et sécuritaire de l'événement ainsi qu'à la vérification des tickets d'entrée.

A l'encontre de la société privée



organisatrice du spectacle, le tribunal a prononcé une amende de 500.000 DA, alors que les autres accusés ont été acquittés. L'affaire remonte au 22 août dernier lorsque cinq (5) personnes avaient péri et plusieurs autres blessées dans une bousculade à l'entrée du stade du 20 août 1955 (Alger) qui avait abrité le concert.

ASPHYXIE 2 enfants morts par asphyxie suite à un incendie dans leur domicile familial



Deux enfants ont trouvé la mort par asphyxie suite à un incendie qui s'est déclaré dans leur domicile à une heure tardive de la nuit de mardi dans la commune de Guemmar, situé à 14 km au nord du chef lieu de la wilaya d'El Oued, a indiqué une source de la protection civile.

Les deux enfants, âgés entre 3 et 6 ans, ont trouvé la mort dans leur domicile familial sis à la cité Bab El Gherbi dans la commune de Guemmar, selon la même source.

Les deux enfants avaient mis le

feu en allumant des allumettes dans l'une des pièces du domicile qui était fermée où les équipements avaient pris feu laissant s'échapper une fumée épaisse, causant leur mort par asphyxie, selon les enquêtes préliminaires des services de la protection civile.

Les corps des deux victimes ont été transférés à la morgue de l'Établissement publique de santé de proximité (EPSP) de Guemmar. Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de ce drame.

GHARDAÏA: Saisie de plus de 14 kg de kif traité à El-Menea



Une quantité globale de 14,173 kilogrammes de kif traité a été saisie par la brigade mobile de police judiciaire (BMPJ) dans la région d'El-Menea (275 km au sud de Ghardaïa), a indiqué vendredi la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Ghardaïa.

Agissant sur informations et sous la supervision du parquet du tribunal d'El-Menea, les éléments de la BMPJ ont procédé à une perquisition dans un appartement d'un présumé dealer et ont mis la main sur cette quantité de kif traité, conditionnée sous forme de plaquettes et destinée à être écoulée sur le marché local, a-t-elle précisé dans un communiqué.

Les premiers éléments de l'enquête ont permis l'arrestation du dealer et les investigations ont conduit ensuite à l'arrestation de son acolyte et la saisie également d'une somme d'argent issue de la vente de drogue estimée à 32.000 DA, des armes blanches ainsi que 24 pièces de pierres archéologiques, ajoute le communiqué.

Les suspects (30 et 40 ans) ont été déferés devant les instances judiciaires compétentes et placés sous mandat dépôt, est-il signalé.

ACCIDENTS DE LA ROUTE: 6 morts et 5 blessés en 48 heures

Six (6) personnes sont mortes et cinq (5) autres ont été blessées dans huit accidents de la route, survenus à travers le territoire national durant les dernières 48 heures, selon un bilan publié samedi par les services de la Protection civile.

Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour prodiguer des soins de première urgence à 22 personnes incommodées par l'inhalation du monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains dans plusieurs wilayas du pays, ajoute la même source.

Par ailleurs, deux autres personnes, âgées de 58 ans et de 18 ans, sont décédées à Mascara dans l'effondrement d'une habitation suite à une explosion provoquée par le gaz de ville, indique la Protection civile, précisant que cette explosion a causé des brûlures au 2ème degré à une autre personne.

AÏN DEFLA: Un mort et un blessé dans un accident de la route

Une (1) personne est décédée et une autre a été blessée samedi à Aïn Defla dans un accident de la circulation survenu sur le chemin de wilaya (CW) n 3, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile.

L'accident s'est produit à l'entrée de la commune de Aïn Bouyahia (25 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya) lorsqu'un cyclomoteur a dérapé avant de percuter une personne qui marchait aux abords de la chaussée, causant le décès du conducteur (38 ans) et des blessures plus ou moins graves à la personne heurtée, a-t-on précisé. La personne décédée a été évacuée vers la morgue de l'hôpital de Sidi Bouabida (El Attaf) au moment où le blessé a, lui, été transféré vers la polyclinique d'El Abadia, a-t-on signalé. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

APS

ADRAR: 3 morts et 2 blessés dans un accident de la route sur la RN-6

Trois personnes ont perdu la vie et deux autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu mercredi soir sur la RN-6, au Nord d'Adrar, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit au lieu-dit Mraguène, à une dizaine de kilomètres d'Adrar, suite à une violente collision entre un véhicule léger à bord duquel se trouvaient les victimes, tous d'une même famille, et un camion de gros ton-



nage de transport de carburant qui roulait dans le sens opposé, a-t-on précisé.

Les corps des victimes (deux fillettes et un garçon) ont été déposés à la morgue de l'établissement public hospitalier d'Adrar ou ont été également évacués les blessés (2 hommes), a ajouté la source.

Une enquête a été ouverte par les services sécuritaires compétents pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

ROUMANIE: Fin des opérations pour tenter de sauver les 14.000 moutons naufragés

Les opérations de secours pour tenter de sauver quelque 14.600 moutons piégés en mer Noire dans les cales d'un cargo naufragé ont pris fin après cinq jours d'intervention qui n'ont permis de sauver que 254 bêtes, a-t-on indiqué samedi de sources concordantes.

Couché sur le flanc depuis dimanche dernier à quelques centaines de mètres du port roumain de Midia (sud-est), le navire devrait être prochainement renfloué : «dès que la situation le permettra, le bateau sera redressé et remorqué jusqu'au quai.

Les carcasses d'animaux seront ensuite extraites des cales et envoyées à l'incinérateur», a indiqué Ana-Maria Stoica, porte-parole de l'Inspectorat pour les situations d'urgence, cité par l'AFP.

Le navire, dont le naufrage est survenu pour une raison encore inconnue, devait acheminer sa cargaison de moutons roumains en Arabie Saoudite.

En cinq jours, 254 moutons ont pu être sortis du Queen Hind, un cargo battant pavillon de Palau, a précisé l'association de protection animale Arca Animal Rescue & Care sur sa page Facebook.

L'association évoque «une forme de cauchemar». Elle estime que si l'intervention avait été plus rapide, «des milliers (d'animaux) auraient pu être sauvés». Les 21 membres d'équipage, comprenant vingt Syriens et un Libanais, avaient été ramenés à terre sains et saufs dès dimanche, après le chavirage.

Après l'accident, un responsable de l'ONG Animals International avait affirmé que le navire était surchargé.

Les associations avaient déjà dénoncé les conditions de ces traversées, notamment durant les fortes chaleurs estivales.

«NARCO SOUS-MARIN» EN ESPAGNE: 2 nouvelles arrestations

Le troisième occupant du «narco sous-marin» intercepté samedi dans le nord-ouest de l'Espagne et un complice ont été arrêtés vendredi, ont indiqué à la presse la police espagnole et une source proche de l'enquête.

«Un Espagnol, passager du sous-marin, a été arrêté aujourd'hui», a indiqué un porte-parole de la police.

Une source proche de l'enquête a annoncé pour sa part que la Garde civile avait interpellé dans la ville de Vigo «une quatrième personne qui a fourni un soutien terrestre».

Ce sous-marin artisanal d'une longueur de 20 mètres a été intercepté samedi à Cangas en Galice, près de la frontière portugaise.

Il transportait trois tonnes de cocaïne, d'une valeur de 100 millions d'euros, selon les autorités espagnoles.

Deux Equatoriens membres de l'équipage ont été arrêtés lors de l'opération.

Le troisième passager avait réussi à fuir avant d'être interpellé vendredi.

C'est «la première fois que ce système de transport de drogue est détecté en Europe», avait assuré mercredi la police espagnole dans un communiqué.

Des sous-marins convoyant de la drogue ont déjà été saisis en Amérique du sud, où les trafiquants s'en servent pour acheminer vers le Mexique de la cocaïne, ensuite envoyée vers le marché nord-américain.

Pour stopper ce «narco sous-marin», 240 agents ont participé à une opération internationale, impliquant les polices d'Espagne, du Portugal, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et du Brésil, selon le préfet de Galice.

Cette région du nord-ouest de l'Espagne est l'une des portes d'entrée de la drogue en Europe.

MIGRANTS: 270 millions de migrants internationaux, dont plus de la moitié en Europe et en Amérique du Nord

Le nombre de migrants internationaux est estimé en 2019 à 270 millions et la principale destination reste les Etats-Unis, avec près de 51 millions de migrants, a indiqué l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Dans un nouveau rapport, publié sur le site Info onusien, l'OIM souligne que «le chiffre global ne représente qu'une fraction infime de la population mondiale, bien qu'il s'agisse d'une augmentation de 0,1% par rapport au niveau indiqué dans son dernier rapport publié il y a deux ans».

«Ce chiffre ne représente qu'un très faible pourcentage de la population mondiale (3,5%), ce qui signifie que la grande majorité de la population mondiale (96,5%) réside dans le pays où elle est née», ajoute l'agence onusienne.

Selon l'OIM, plus de la moitié des migrants internationaux (141 millions) vivent en Europe et en Amérique du Nord.

On estime que 52% de ces migrants sont des hommes et que près des deux tiers des migrants cherchent du travail, soit environ 164 millions de personnes.

L'Inde reste le plus grand pays d'origine des migrants internationaux, avec 17,5 millions de personnes vivant à l'étranger, suivi du Mexique (11,8 millions) et de la Chine (10,7 millions), précise la même source.

D'autres résultats indiquent que le nombre de travailleurs migrants a légèrement diminué dans les pays à revenu élevé - passant de 112,3 millions à 111,2 millions - mais a augmenté ailleurs. Les pays à revenu intermédiaire



de la tranche supérieure ont enregistré la plus forte augmentation, passant de 17,5 millions à 30,5 millions de migrants internationaux.

Les conflits et les violences actuelles en République centrafricaine, en République démocratique du Congo (RDC), au Myanmar, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen ont entraîné des déplacements internes massifs au cours des deux dernières années, l'Observatoire des déplacements internes de l'OIM souligne que «41,3 millions de personnes ont été contraintes de fuir leur domi-

cile à la fin de 2018 - un record depuis le début de la surveillance en 1998».

«La Syrie compte la plus grande population de personnes déplacées à l'intérieur du pays, avec 6,1 millions, suivie par la Colombie (5,8 millions) et la RDC (3,1 millions).

Enfin, en ce qui concerne l'impact des catastrophes climatiques et météorologiques, le rapport note que le typhon Mangkhut aux Philippines a contribué au fait que 3,8 millions de personnes ont été récemment déplacées dans ces régions à la fin de 2018, soit le nombre le plus élevé au monde.

SÉISME EN ALBANIE: 50 morts et 913 blessés

Le bilan définitif du séisme de magnitude 6,4 qui a ébranlé mardi dernier l'Albanie est de 50 morts, 913 blessés et près de 600.000 personnes sinistrées, a-t-on appris samedi de source diplomatique.

Selon la même source, «les opérations de secours sont terminées» et le bilan final du tremblement de terre, le plus puissant dans ce petit pays des Balkans depuis près d'un siècle, est de «50 morts et 913 blessés».

«Près de 600.000 personnes sont sinistrées» à la suite de ce désastre, «dont la plupart sont des familles avec enfants en bas âge nécessitant un relogement», a-t-on précisé. Le

pays continue de subir de fortes répliques du séisme provoquant à chaque fois de nouveaux dégâts notamment dans les villes les plus affectées de Durres, Thumane, Lazha et Laç.

«Alors que ces villes sont presque totalement détruites, la capitale Tirana compte à elle seule 1.192 logements quasiment détruits, 265 logements nécessitant des restaurations, huit écoles et un centre médical fermés», selon le communiqué de l'ambassade.

Environ 250 secouristes ont pris part aux opérations de secours dont ceux dépêchés par les pays de la région de l'Union euro-

péenne (UE). Une douzaine de nationalités y ont participé, notamment de Serbie, de Croatie, d'Italie, de Grèce, du Kosovo, de France de Roumanie, de Turquie du Monténégro, de Macédoine du Nord et de Suisse. L'Albanie a connu ces cinq derniers jours un formidable élan international de solidarité.

Les messages de soutien ont fusé des quatre coins du monde et les aides de toute nature continuent d'affluer dont celle de la Turquie qui a annoncé le lancement de la reconstruction immédiate de 500 logements par l'agence TOKI, et celles des Emirats arabes unis qui viennent de débloquent un

montant de 3,2 millions d'euros pour l'aide d'urgence aux sinistrés et à la reconstructions des villes détruites, a-t-on fait savoir.

D'autres pays ont également débloquent des aides financières notamment l'Azerbaïdjan (500.000 euros), la République de Corée (300.000 euros), le Kosovo (500.000 euros), la Macédoine du Nord (100.000 euros), l'Estonie (50.000 euros).

«Le fonds de solidarité online e-albania a enregistré au 29 novembre un total de 1,69 million d'euros, 125 milles dollars et 157 millions de Lek, de contributions volontaires», conclut le communiqué.

ALBANIE: L'Albanie enterre ses morts après un séisme qui a fait près de 50 morts

Les Albanais enterraient leurs morts vendredi après un violent séisme dans lequel 49 personnes ont péri et des milliers de personnes ont perdu leur logement.

Le tremblement de terre de magnitude 6,4, le plus puissant dans ce petit pays des Balkans depuis près d'un siècle, s'est produit mardi avant l'aube, au moment où les gens dormaient.

De nombreux bâtiments se sont écroulés, piégeant les victimes sous des montagnes de gravats.

Des familles entières sont mortes. Les villes de Durres, localité touris-

tique de 400.000 habitants sur la côte Adriatique, et Thumane, au nord de Tirana, ont été durement frappées.

Après avoir travaillé sans relâche pendant plus de trois jours, les équipes de secours ne fouillaient plus qu'un seul site sinistré à Durres. Les autorités estiment qu'il n'y a plus de disparus dans les autres zones touchées. A Thumane, le Premier ministre Edi Rama a assisté aux obsèques de six membres de la famille Cara, et de trois victimes de la famille Greku, jetant de la terre sur les cercueils en signe de respect comme le veut la tra-

dition albanaise. Sur les réseaux sociaux, il a publié un message de condoléances aux familles endeuillées. La catastrophe a également fait 750 blessés et plus de 5.000 sans abri tandis que 45 personnes ont été sorties vivantes des décombres, selon un dernier bilan du gouvernement. Dans la capitale Tirana, aucun mort n'est à déplorer mais le séisme a provoqué de nombreux dégâts et semé la panique. Près de 70 immeubles ont été fortement endommagés, de même que 250 maisons.

CANCER: Nécessaire création d'unités de médecine palliative

Le président de la Société algérienne de formation et de recherche en oncologie (SAFRO), Pr Adda Bounedjar a mis en avant, vendredi à Alger, l'importance de créer des unités de médecine palliative au niveau des centres anti-cancer à travers le territoire national.

Intervenant en marge de la 11^e rencontre internationale sur l'oncologie, Pr Bounedjar a indiqué que les unités de médecine palliative destinées aux malades atteints de cancer jouaient un rôle important dans leur accompagnement en matière de prise en charge des effets secondaires, à l'instar de la dénutrition et l'allègement des douleurs, outre le soutien psychosocial des cancéreux en stade final.

Il a fait savoir, dans ce sens, que le service qu'il dirige «sera le premier à accueillir une unité de médecine palliative durant le 1^{er} trimestre 2020», exprimant son souhait de voir cette opération élargie à d'autres centres.

Pr Bounedjar a fait état, par ailleurs, de la signature d'un accord entre la SAFRO et son homologue française portant sur la formation du personnel médical et paramédical devant prendre en charge cette unité.

La rencontre a vu également la signature d'accords entre les associations scientifiques de lutte anti-



cancer d'Algérie, Tunisie et Maroc portant sur la formation d'équipes spécialisées en oncologie. S'agissant de l'utilisation de traitements innovants destinés aux malades atteints de cancer, Pr Bounedjar a émis le vœu de voir le ministère donner son accord pour l'installation de

commissions auxquelles sera confiée cette mission afin de permettre aux malades de bénéficier de ces médicaments. A noter que 400 spécialistes nationaux et étrangers prennent part à la 11^e rencontre internationale sur l'oncologie qui se poursuit jusqu'au samedi.

SIDI BEL-ABBES: Nécessité de s'adapter aux nouveautés de dépistage et de traitement des maladies chroniques

Les participants aux cinquièmes journées nationales de médecine interne, ouvertes vendredi à Sidi Bel-Abbes, ont insisté sur la nécessité de s'adapter aux nouveautés de dépistage et de traitement des maladies chroniques pour une meilleure prise en charge des malades.

Lors de cette rencontre, qui a regroupé des enseignants universitaires, des médecins généralistes et spécialistes et des résidents, ils ont estimé nécessaire de prendre connaissance des nouveautés dans le dépistage précis des maladies chroniques et les méthodes modernes de leur traitement.

Dr Ahmed Babou, spécialiste en médecine interne au CHU Abdelkader Hassani « de



Sidi Bel-Abbes a plaidé, dans ce sens, pour le renforcement de la formation des généralistes afin de leur permettre de contribuer efficacement au dépistage qui épargne, aux porteurs de telles maladies, des complications conduisant à l'accident vasco-cérébral (AVC) et à l'hémiplégie,

voire même la mort. Les maladies chroniques dont le diabète et l'hypertension nécessitent une bonne prise en charge, ce qui exige au médecin généraliste et spécialiste d'être au courant de toutes les nouveautés de dépistage, de traitement et de médicaments», a-t-il souligné. Pour sa part,

Dr Benkabou du même CHU a mis l'accent sur l'actualisation des connaissances des médecins et l'échange d'expériences à travers la participation à des séminaires, colloques et congrès médicaux en Algérie et à l'étranger, estimant que la prise en charge des maladies chroniques comme le diabète et l'hypertension doit impliquer aussi des spécialistes en diététiciens et des psychologues.

Le programme de cette rencontre de deux jours, organisée par le CHU Abdelkader Hassani « de Sidi Bel-Abbes en collaboration avec l'association Amel « de médecine interne, regroupe 300 médecins généralistes et spécialistes des wilayas du pays.

LUTTE CONTRE LE SIDA: Appel à la révision des textes de loi pour protéger les malades contre la discrimination

Les travaux du workshop sur la problématique de la stigmatisation des malades du SIDA, organisé à Alger, ont été sanctionnés, jeudi, par une série de recommandations mettant en avant l'impératif de la révision de certains textes de loi pour la protection des personnes séropositives.

Organisé dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le VIH-SIDA (1^{er} décembre) par l'Onusida en coordination avec le ministère de la Santé, cette rencontre s'est déclinée en trois ateliers pour l'élaboration de recommandations sur la lutte contre la marginalisation des séropositifs. A cette occasion, les experts ont mis l'accent sur l'impératif de réorganiser les services de santé en les dotant des moyens nécessaires, dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre le VIH-SIDA, visant à éradiquer ce virus à l'horizon 2030, tel qu'annoncé dans les Objectifs onusiens du développement durable (ODD). Lors de la première journée, des spécialistes en la matière d'Algérie et des représentants d'Agences onusiennes se sont penchés sur la situation de la prise en charge des malades du VIH et leur droit aux soins en tant que l'un des droits de l'Homme.

Le ministère de la Santé avait reconnu l'existence de certains «dysfonctionnements» au niveau de la prise en charge, traduits notamment par la stigmatisation en milieu sanitaire.

JUMELAGE INTER-HÔPITAUX: Près de 500 consultations au profit de malades d'Adrar



Près de 500 consultations médicales, dans diverses spécialités, ont été effectuées au profit de malades au niveau de l'établissement public hospitalier EPH-Ibn-Sina à Adrar, dans le cadre du jumelage inter-hôpitaux, a-t-on appris jeudi à l'EPH d'Adrar. Cette action, qui s'inscrit dans le cadre du jumelage avec le centre hospitalo-universitaire de Béni-Messous (Alger) et qui a pris fin mercredi, a donné lieu aussi à 40 opérations d'imagerie médicale par scanner, 10 autres par imagerie à résonance magnétique (IRM), 25 consultations au profit d'insuffisants rénaux, en plus d'interventions chirurgicales du cathéter d'hémodialyse, a-t-on précisé. Dr. Mezli Tewfik de l'EPH d'Adrar a fait part de l'organisation aussi de 223 consultations ophtalmologiques, 25 autres en cardiologie et 116 consultations en gynécologie-obstétrique.

Des journées de formation sur les urgences médicales des maladies cardiovasculaires et pneumatologiques, ainsi que sur les précautions et les techniques de diagnostic par imagerie, ont été organisées en direction du corps médical et paramédical d'Adrar.

CANADA: L'arrêt du développement des cellules embryonnaires «à l'origine de cancers infantiles»

Un arrêt du développement des cellules embryonnaires serait à l'origine de nombre de cancers infantiles, selon les conclusions d'une étude menée par une équipe d'oncologues canadiens.

Les scientifiques associés à l'Institut de recherche du Centre universitaire québécois de santé McGill (IR-CUSM) ont conclu que plusieurs types de tumeurs cérébrales pédiatriques très agressives et fatales apparaissent pendant le développement du cerveau.

De l'avis de l'équipe canadienne, «l'événement génétique qui déclenche la maladie se produit dans les toutes premières phases du développement cellulaire, souvent dans les phases prénatales, et bien

avant qu'une femme sache qu'elle est enceinte».

C'est grâce aux nouvelles technologies permettant d'analyser les cellules tumorales que les chercheurs sont parvenus à établir qu'un arrêt du développement des cellules serait responsable de plusieurs cancers infantiles, révèle l'étude relayée par la presse locale.

«Nous avons déterminé que l'arrêt du développement cellulaire dans le pont et dans le cerveau antérieur, d'où sont originaires certaines tumeurs pédiatriques agressives, est responsable de plusieurs cancers du cerveau», explique Dr Claudia Kleinman, précisant que les cellules en question «se transforment en tumeurs malignes, mais conservent de

nombreuses caractéristiques des cellules originales». Les scientifiques doivent à présent trouver une façon de déverrouiller ces cellules pour favoriser leur différenciation et permettre ainsi aux processus normaux de prendre la relève, sachant que les tumeurs cérébrales sont la principale cause de décès liés au cancer chez les enfants.

«Grâce à une meilleure compréhension des mécanismes sous-jacents, nous pouvons chercher comment déverrouiller le développement des cellules.

La complexité du cerveau est stupéfiante et nous avons maintenant ciblé où chercher», conclut Mme Kleinman.

FIBROMYALGIE : LA PATHOLOGIE ENFIN EXPLIQUÉE

On a longtemps pensé que la fibromyalgie était de l'ordre du psychosomatique. Or des chercheurs semblent avoir découvert la cause de cette pathologie qui touche majoritairement les femmes.

Toutes les personnes (en majorité des femmes) qui souffrent de fibromyalgie vont enfin pouvoir respirer ! Non, leur maladie n'est pas seulement psychosomatique. Oui, c'est une véritable pathologie avec une cause et des effets. Cette découverte est tellement importante qu'elle fait la Une de la revue de l'Académie américaine de la douleur, accompagnée d'un éditorial rempli de louanges du Professeur Robert Gerwin, de l'École de médecine John Hopkins (Baltimore).

Une équipe de chercheurs d'Albany, aux États-Unis, dirigée par les Dr. Frank Rice Phillip Albrecht, a identifié certaines altérations de notre corps qui seraient responsables de la fibromyalgie. Lorsque notre température chute (hypothermie), nous avons à l'intérieur du corps une sorte de thermostat, l'hypothalamus qui permet à notre corps de maintenir son équilibre. Quand nous utilisons nos muscles, particulièrement au niveau des mains et des pieds, un autre thermostat appelé shunt artériolo-veineux nous permet de garder une température stable. Ce shunt agit comme une soupape entre les artérioles ou les veines qui alimentent le corps en sang oxygéné pour permettre aux organes de bien fonctionner, et les veines, qui emportent les déchets du sang.

Or, selon les chercheurs d'Albany, c'est un dysfonctionnement de ce shunt artériolo-veineux qui serait responsable des douleurs de la fibromyalgie. « Lorsque ce shunt est



défectueux, les muscles et les tissus de la peau ne peuvent pas être nourris correctement et leurs déchets ne peuvent pas être évacués. Il en résulte une accumulation d'acide lactique dans les muscles et le tissu profond qui affecte le système mus-

culaire et provoque les douleurs qui voyagent d'une partie à l'autre du corps » expliquent les médecins. « Ce dysfonctionnement du shunt envoie également des messages erronés à notre système nerveux central et les nerfs hypersensibilisés envoient à

leur tour des signaux de douleur ». Cette découverte devrait enfin ouvrir la voie aux recherches sur le traitement de la douleur de la fibromyalgie, une maladie qui concernerait entre 2 et 5% de la population française.

MAL DORMIR FAVORISERAIT LA FIBROMYALGIE

La fibromyalgie pourrait être liée aux troubles du sommeil d'après une nouvelle étude scientifique britannique. Trop peu de repos ou un sommeil de mauvaise qualité et non réparateur, pourraient favoriser le développement de la fibromyalgie chez les personnes âgées.

Les chercheurs de la Keele University de Staffordshire (Royaume-Uni) ont mené une étude médicale pour comprendre les facteurs de risque du développement de cette maladie peu connue et douloureuse.

Le Dr John McBeth de l'Université de Keele, directeur de l'étude, a suivi pendant 2 ans, 4,236 participants, âgés de plus de 50 ans, 1,562 d'entre eux ne supportaient



aucune douleur généralisée au début de l'étude, et 2,764 ressentait de légères douleurs. Pour identifier les facteurs de développement de la fibromyalgie, l'équipe de chercheurs a regroupé des données médicales des volontaires. Ils ont analysé leur niveau de douleur ressentie, leur santé psychologique et physique et leur mode de vie.

Les résultats de cette étude ont montré que les troubles du sommeil (manque de sommeil, insomnies...) sont associés à un risque accru de développement d'une douleur généralisée, ou fibromyalgie.

La fibromyalgie est une maladie qui concerne entre 2 et 5% de la population française dont le

diagnostic est actuellement difficile à poser, ses principaux symptômes étant aussi présents dans d'autres maladies. En effet, la fibromyalgie est « un état douloureux musculo-squelettique spontané diffus bilatéral évoluant depuis plus de 3 mois associé à la présence d'un minimum de 11 points tendino-musculaires sur 18 répertoriés ». Fibromyalgie veut dire « fibro » pour tissus fibreux, tendons ; « myo » pour muscle ; « algie » pour douleur. »

Le directeur de l'étude de recommandation de « inclure le facteur sommeil dans la prise en charge des douleurs musculo-squelettiques généralisées au même titre que même titre que la santé physique et psychologique. »

UN TEST SANGUIN POUR LA DÉTECTER ?

Un nouveau test sanguin serait capable de détecter la fibromyalgie de une maladie très difficile à diagnostiquer.

EpicGenetics une société de Santa Monica en Californie a développé un test (le FM-test) de détection de la fibromyalgie et l'a présenté à la réunion annuelle de l'American College of Rheumatology de San Diego aux États-Unis. Le test mesure les protéines dans le corps qui réduisent la douleur. « Des protéines que les patients atteints de fibromyalgie ne peuvent pas produire en quantité normale », explique Bruce Gilles, PDG de l'entreprise et professeur adjoint de médecine à l'Université de l'Illinois College of Medicine. Les concepteurs du FM-test ont comparé les résultats de 100 patients atteints de lupus, de 50 patients atteints de polyarthrite rhumatoïde, de 160 patients de fibromyalgie et 119 personnes en bonne santé.

« Quatre-vingt-trois pour cent des personnes atteintes de fibromyalgie et 89% de ceux qui ne souffraient pas de cette maladie ont été identifiés correctement avec ce test », explique Bruce Gilles.

« Mais ce test est objectif, très précis et

définitif, il code quand même 541 euros et son usage est pour l'instant assez limité. De plus, ces résultats doivent être considérés comme préliminaires. Ce test doit être éprouvé sur une plus grande échelle et validé par des experts médicaux extérieurs » rappelle Scott Zashin, professeur de médecine clinique à l'Université du Texas (États-Unis). « Le plus gros problème avec la fibromyalgie, c'est le scepticisme des médecins sur son diagnostic. Ils ont trop souvent tendance à considérer le patient comme déprimé ou hypocondriaque. Notre test s'est validé, permettra de légitimer le diagnostic et d'aider les malades à se soigner plus rapidement », conclue Bruce Gilles.

En effet, le diagnostic de la fibromyalgie est actuellement difficile à poser, ses principaux symptômes étant aussi présents dans d'autres maladies. Françoise Bécauin présidente de l'Association française du syndrome de fatigue chronique et de fibromyalgie rappelle que « les malades souffrants de fibromyalgie connaissent la cause de leurs symptômes au bout d'un processus médical très long qui dure



souvent un an. » Douleurs chroniques, fatigue persistante, troubles du sommeil, la fibromyalgie se manifeste aussi par des ballonnements, des troubles du transit (constipation, diarrhée), des douleurs abdominales et des spasmes, des digestions lentes, des aigreurs... et parfois aussi une forte anxiété et des symptômes de dépression. Sa définition est la suivante : « État douloureux musculo-sque-

lettique spontané diffus bilatéral évoluant depuis plus de 3 mois associé à la présence d'un minimum de 11 points tendino-musculaires sur 18 répertoriés ». Fibromyalgie veut dire « fibro » pour tissus fibreux, tendons ; « myo » pour muscle ; « algie » pour douleur. La fibromyalgie est une maladie qui concernerait entre 2 et 5% de la population française.

L'ACUPUNCTURE EFFICACE POUR TRAITER LES SYMPTÔMES DE LA FIBROMYALGIE

8 séances d'acupuncture pourraient réduire considérablement la douleur chronique et les symptômes de fatigue chez les malades atteints de fibromyalgie. L'acupuncture serait efficace pour soulager la douleur chronique et les symptômes de fatigue des patients atteints de fibromyalgie, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Journal of Neurology*. 8 séances d'acupuncture réduiraient de 50% la douleur chronique chez ces malades.

Les chercheurs de l'Université du Michigan (Etats-Unis) ont étudié le cerveau par imagerie médicale de 20 patientes diagnostiquées d'une fibromyalgie, souffrant de douleurs chroniques pour comprendre les effets à court et à long terme de l'acupuncture traditionnelle chinoise contre un traitement acupuncture « placebo », pendant 4 semaines.

Les conclusions de cette étude ont montré que l'acupuncture a permis une augmentation de la voie de signalisation MOR dans plusieurs zones du cerveau, le cortex cingulaire, l'insula, le noyau caudé, le thalamus, et l'amygdale et cette modification persiste à long terme.

Les chercheurs ont aussi constaté que les patients traités déclaraient des réductions de 30% de la douleur. « Ces résultats suggèrent que l'acupuncture en agissant sur la voie de signalisation MOR contribue à atténuer les signaux de douleur et à l'apaiser dans la fibromyalgie », explique Richard Harris du département d'anesthésiologie de l'Université du Michigan. « Alors que les analgésiques opioïdes, comme la morphine, la codéine et d'autres médicaments, travaillent aussi en se liant à ces récepteurs opioïdes dans le cerveau et dans la moelle épinière, l'acupuncture, en augmentant la disponibilité de liaison de ces récepteurs est également associée à une meilleure efficacité de ces médicaments », conclut Richard Harris du département d'anesthésiologie de l'Université du Michigan.

La fibromyalgie est une maladie qui concerne entre 2 et 5% de la population française dont le diagnostic est actuellement difficile à poser, ses principaux symptômes étant aussi présents dans d'autres maladies. En effet, la fibromyalgie est « un état douloureux musculosquelettique spontané diffus bilatéral évoluant depuis plus de 3 mois associé à la présence d'un minimum de 11 points tendino-musculaires sur 18 répertoriés ». Fibromyalgie veut dire « fibre » pour tissus fibreux, tendons ; « myo » pour muscle ; « algie » pour douleur. ».

FIV : UN TEST POUR CONNAÎTRE LE MOMENT IDÉAL

Dans un cas sur cinq les fécondations in vitro (FIV) échouent en raison d'une erreur de timing. Des chercheurs espagnols ont mis au point un test pour calculer le moment idéal d'implantation de l'embryon dans l'utérus.

Connaître le bon moment pour faire une fécondation in vitro (FIV) est essentiel car cela conditionne la réussite de la FIV et la chance pour un couple souffrant d'infertilité d'avoir un bébé. Aujourd'hui les médecins calculent la fenêtre de tir pour la FIV entre le 2^e et 22^e jour de chaque cycle menstruel. L'endomètre, la paroi interne de l'utérus, est en principe prêt à accueillir l'embryon six à huit jours après l'ovulation du 14^e jour. C'est ce qu'on appelle la fenêtre d'implantation. Mais la nature n'est pas une science exacte et dans un cas sur cinq, les FIV échouent en raison d'un manque de synchronisation avec cette fameuse fenêtre d'implantation.

Pour remédier à cela, le Pr Carlos Simon, responsable de l'Institut valencien d'infertilité et du laboratoire espagnol Igenomix, a conçu un test capable de déterminer précisément le moment le plus propice à la FIV. Son test, baptisé Era (Endometrial Receptivity Area) a été présenté lors d'un congrès international sur l'infertilité (Alicante, Espagne) le 23 avril dernier.

« Era est personnalisable et



s'adapte à chaque future mère. Il repose sur une biopsie de l'endomètre un mois avant la date prévue d'implantation de l'embryon. Au cours de cette analyse, 238 gènes sont scrupuleusement étudiés sur cette portion de muqueuse utérine. L'objectif : évaluer la réceptivité de l'utérus et

ajuster en fonction la date de la FIV. Ce test ne s'adresse qu'aux femmes candidates à la FIV qui ont connu des échecs répétés moyennant 700 euros. Non remboursé, cette technique n'est proposée que dans certains centres spécialisés.

Les femmes qui n'auront pas

accès à ce test devraient pouvoir se tourner vers une autre méthode moins contraignante. Le laboratoire Igenomix collabore avec MerckSeroon sur un test moins invasif que la biopsie qui consiste en une analyse des sécrétions utérines obtenues par aspiration.

FIV : QUELLES SONT LES INDICATIONS ?

Si vous avez moins de 43 ans, que votre conjoint a moins de 55 ans et que votre médecin a établi un diagnostic d'infertilité, vous pouvez opter pour une fécondation in vitro. Mais certaines indications sont nécessaires.

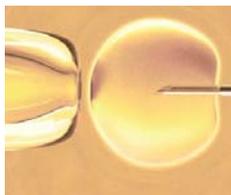
La fécondation in vitro (FIV) peut être proposée d'emblée lors du diagnostic d'infertilité ou après l'échec des traitements. La femme doit être âgée de moins de 43 ans au moment de la FIV et l'âge "raisonnable" de son conjoint est de moins de 55 ans. Dans ces conditions, la caisse d'assurance maladie prend en charge les frais de quatre tentatives pour l'obtention d'une grossesse.

Outre l'âge de la femme (un facteur essentiel puisque la fertilité baisse à partir de 37 ans), il y a plusieurs indications.

- Les anomalies des trompes utérines : car c'est dans une partie de la trompe que se fait la fécondation entre ovocytes et spermatozoïdes.

- L'infertilité de l'homme.

- L'échec des traitements pour soigner les anomalies d'ovulations ou de glaire : ces troubles sont d'abord soignés avec des hormones spécifiques et ce n'est qu'en cas d'échec de ces traitements que la FIV peut être justifiée.



LA FIV N'AUGMENTÉ PAS LE RISQUE DE RETARD DU DÉVELOPPEMENT

Les enfants nés par assistance médicale à la procréation (AMP) n'ont pas plus de souci de déficience intellectuelle que les autres enfants.

La procréation médicalement assistée n'augmente pas les risques de déficience intellectuelle des enfants à l'âge de 3 ans, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *JAMA Pediatrics*. Des conclusions à confirmer avec d'autres études sur des enfants de 8 ans. Les chercheurs du Eunice Kennedy Shriver National Institute of Child Health and Human Development (Etats-Unis) ont mené une étude auprès de 1800 enfants nés après traitement de l'infertilité et ceux de plus de 4000 enfants nés sans traitement.



Pour comprendre les risques de la fécondation in vitro (FIV) et de l'assistance médicale à la procréation (AMP) sur la déficience intellectuelle, les parents ont dû remplir un questionnaire de dépistage de déficience intellectuelle au cours des 3 premières années

de vie de leur enfant. Ce formulaire portait sur 5 domaines du développement : la motricité fine, la motricité globale, la communication, le fonctionnement personnel et social, et la capacité de résolution de problèmes.

Les conclusions de cette étude

révèlent que majoritairement, les enfants nés grâce à des FIV n'ont pas de problèmes de développement et obtiennent des scores équivalents aux autres enfants. Les scientifiques ont tout de même observé quelques différences. Il existerait un risque très légèrement accru chez les enfants nés par AMP dans les domaines de résolution de problème ou de la communication sociale.

Si les résultats de cette étude sont encourageants pour les 70 000 parents qui réalisent des FIV en France, chaque année, les chercheurs vont continuer des évaluations périodiques jusqu'à l'âge de 8 ans, car qu'il n'est pas toujours possible de diagnostiquer certaines formes de déficience intellectuelle à l'âge de 3 ans.

SOUDAN: Des manifestants demandent justice pour leurs camarades tués

Des centaines de Soudanais ont manifesté, samedi, à Khartoum pour réclamer que justice soit rendue à leurs camarades, tués lors du mouvement de contestation ayant abouti à la destitution d'Omar el-Béhir, rapportent des sources médiatiques. Selon les Forces pour la liberté et le changement, fer de lance du mouvement, plus de 250 personnes ont été tuées et des centaines blessées durant la contestation, de décembre 2018 à août 2019.

«Sang pour sang», a scandé la foule devant le bureau du Premier ministre dans la capitale, selon ces médias, faisant remarquer que des dizaines de policiers ont été déployés autour du rassemblement. Le président déchu Omar El-Béhir est actuellement emprisonné.

Le verdict de son procès pour corruption est attendu le 14 décembre.

A la suite d'un accord conclu en août entre l'armée et les meneurs de la contestation, un Conseil souverain formé de civils et de militaires est chargé d'assurer la transition vers un régime civil, l'une des principales revendications des manifestants. Un gouvernement civil dirigé par Abdallah Hamdok, un économiste, est chargé de la gestion quotidienne du pays et de s'atteler à résorber une crise économique aigüe, élément déclencheur du mouvement de contestation en décembre 2018.

TUNISIE: Mongi Rahoui rejette une proposition d'Habib Jemli d'intégrer le nouveau gouvernement



Le député Mongi Rahoui a dit, vendredi, rejeter une proposition du chef du gouvernement tunisien désigné Habib Jemli d'intégrer le nouveau gouvernement, selon l'agence TAP.

Dans une déclaration aux médias à l'issue de sa rencontre à Dar Dhiafa à Carthage avec le chef du gouvernement désigné, Rahoui a réaffirmé la position du parti du Front populaire, qui a-t-il insisté, «n'est pas concerné par le processus de formation du gouvernement», rapporte la TAP.

Mongi Rahoui a dit craindre des « dangers » et des « doutes » qui planent autour de ce processus, en raison de la composition du parlement et de la nature des défis qui se posent en cette étape délicate. Par ailleurs, M. Rahoui a réaffirmé la position du Front populaire envers le parti vainqueur des législatives en allusion au mouvement Ennahdha qui a chargé Habib Jemli de former un gouvernement, faisant état des « soupçons » autour de la coalition au pouvoir (2011-2014). Selon Rahoui, la rencontre a porté sur la situation générale dans le pays ainsi que sur les différents défis qui se posent. Il a affirmé avoir évoqué avec le chef du gouvernement désigné la situation des finances publiques et celle de l'économie nationale, rappelant qu'il avait dirigé au parlement la Commission des finances, de la planification et du développement.

N'DJAMENA: Atelier pour renforcer les capacités des journalistes dans lutte contre le discours radical

Un atelier de formation pour le renforcement des capacités des journalistes et communicateurs, dans la lutte contre le discours radical et la propagande terroriste, sera organisé, dans la capitale tchadienne N'Djamena, selon un communiqué l'Unité de Fusion et de Liaison (UFL).

Cet atelier qui sera un cadre d'échange d'expériences et de bonnes pratiques, verra la participation de journalistes venant de plusieurs pays africains à savoir : d'Algérie, du Burkina Faso, de la Libye, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Sénégal et du pays hôte le Tchad.

Face à la menace du terrorisme transfrontalier dans la région sahélo-saharienne, l'évolution importante des technologies de l'information tels que l'internet et les réseaux sociaux pour diffuser la propagande terroriste et le discours radical, ainsi que le rôle important des médias à jouer dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, l'atelier initiée par l'UFL se veut une opportunité pour «renforcer les capacités professionnelles des journalistes dans le traitement et la diffusion des incidents sécuritaires», a-t-on souligné dans le même texte.

Selon l'UFL, les médias sont également «utilisés par les terroristes surtout les médias sociaux et les communications cryptées pour diffuser leur propagande (...) des idées extrémistes pour nourrir la haine et créer ainsi des tensions à l'effet de déstabiliser la cohésion des sociétés». Néanmoins, pour contrer les grands risques qui menacent les pays et les peuples africains, l'UFL a souligné que «tous les secteurs sont concernés puisqu'il s'agit d'une affaire publique et commune qui engage toutes les composantes de l'Etat et de la société qu'elles soient politiques, militaires, sécuritaires, religieuses, éducatives,



sociales médiatiques ou autres».

L'atelier sera organisé dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de l'atelier sur «la contribution des médias dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme: renforcement des capacités des journalistes et communicateurs dans le traitement des questions sécuritaires», qui s'est tenu les 20 et 21 février 2018 à Niamey au Niger.

Il sera l'occasion «d'échanger les bonnes pratiques et permettra de sensibiliser les praticiens de l'information et de renforcer les enseignements liés au bon comportement et à leurs diffusions», a ajouté le communiqué.

L'atelier permettra également de dénoncer le discours radical à travers

des campagnes de sensibilisation et d'élaborer des contre discours, mais aussi d'éclairer le public sur les agissements des partisans du discours radical et son impact dévastateur.

Créée le 6 avril 2010 au cours d'une réunion des chefs de services de renseignement et de sécurité des pays du champ, l'Unité de fusion et de liaison (UFL) a son siège à Alger.

Elle coordonne l'action de lutte contre le terrorisme et mène une campagne médiatique contre ses méfaits.

Sa création est l'application des recommandations des ministères des Affaires étrangères de sept pays concernés par la question du terrorisme dans le Sahel (Algérie, Mauritanie, Niger, Burkina Faso, Libye, Mali et Tchad).

RD CONGO: Visite à Beni du chef des opérations de la paix de l'ONU

Le secrétaire général adjoint des Nations unies, Jean-Pierre Lacroix, est arrivé samedi à Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo, où plus de 100 civils ont été massacrés par des groupes armés depuis le 5 novembre, a indiqué une source onusienne.

Les tueries attribuées au groupe armé d'origine ougandaise ADF ont provoqué dans la région des émeutes contre les autorités et les Casques bleus, accusés par une partie de la population d'assister passivement aux massacres.

Le secrétaire général

adjoint en charge des opérations de maintien de la paix va visiter à Beni une base civile de la Mission des Nations unies au Congo (Monusco) saccagée par les manifestants lundi.

Il va aussi rencontrer l'état-major de l'armée congolaise et les autorités locales, a ajouté un porte-parole de la Monusco.

La présidence de la République congolaise a annoncé lundi des opérations militaires «conjointes» avec la Monusco pour rétablir la sécurité dans la région de Beni. «Une coopération plus étroite entre les FARDC

(l'armée congolaise) et la MONUSCO est nécessaire pour renforcer les mesures de protections des civils», a déclaré vendredi un porte-parole de l'Union européenne (UE) dans un communiqué.

L'UE a condamné les «attaques lâches» contre les civils, estimant que leurs auteurs «doivent être traduits en justice». La visite de M. Lacroix intervient alors que le Conseil de sécurité des Nations unies doit renouveler d'ici la fin du mois de décembre le mandat de la mission onusienne en RDC. Présentes depuis 20 ans en

RDC, les Nations unies y entretiennent une de leurs missions les plus importantes au monde, avec 16.000 membres du personnel militaire et plus d'un milliard de dollars de budget annuel (chiffres de 2018).

Au moins sept manifestants ont été tués dans la répression des mouvements anti-ONU.

La Monusco a annoncé mercredi l'ouverture d'une «enquête» sur la mort mardi d'un jeune homme tué par balle alors qu'il s'appretait à lancer un cocktail molotov sur un Casque bleu malawite à Beni.

RDC: le PAM suspend une partie de ses distributions de nourriture à Beni pour cause d'insécurité

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé vendredi avoir suspendu une partie de ses distributions de nourriture dans le cadre de la riposte à Ebola dans la zone de Beni, à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), en raison de l'insécurité. «En raison de l'insécurité accrue, les activités d'intervention face à Ebola, y compris les distributions alimentaires, ont été temporairement interrompues. Le PAM reste opérationnel et prêt à répondre à toute demande d'appui», a déclaré le même jour Hervé Verhoosel, porte-parole du PAM, lors d'un point de presse à Genève.

Il a précisé que seulement une partie de la réponse humanitaire du PAM au virus Ebola était suspendue.

«Nous essayons, dans la mesure du possible avec notre personnel essentiel resté sur place, de soutenir quand c'est urgent et quand on nous le demande, sachant que la grande majorité du personnel des partenaires avec lesquels nous travaillons sur le terrain n'est pas disponible».

Selon un communiqué rendu public vendredi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a également relocalisé ses collaborateurs non essentiels après la

mort de quatre membres d'équipes anti-Ebola dans des attaques armées dans la nuit de mercredi à jeudi.

L'armée de la RDC mène depuis fin octobre des opérations militaires contre le groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF) pour rétablir la sécurité, alors que ces dernières lancent des représailles contre les civils, en particulier à Beni, provoquant des manifestations de colère des habitants qui s'en sont pris à la mairie de la ville et aux camps de l'ONU, ont fait remarquer des observateurs locaux.

PALESTINE OCCUPÉE: Mogherini: «Les colonies menacent la solution à deux Etats»

La Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Federica Mogherini, a réaffirmé vendredi que les colonies israéliennes «menacent la solution à deux Etats», lors de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg, a rapporté samedi l'agence de presse Wafa.

Mogherini a dit: «Tout plan qui ne prend pas en considération les intérêts des deux parties échouera, toutefois, le travail continue dans ces circonstances difficiles pour maintenir cette idée».

«Nous avons affirmé que les colonies sont illégales au regard du droit international et menacent une solution à deux Etats», a-t-elle réaffirmé.

L'administration de Donald Trump, en rupture avec la tradition diplomatique américaine, a décidé la semaine dernière de ne plus considérer comme illégales les colonies israéliennes en Palestine, une décision qui a provoqué un tollé international.

Par ailleurs, Mme Mogherini a souligné qu'«Israël a droit à la sécurité. Cependant, la sûreté ne sera durable et réelle que si elle est basée sur la paix et une solution à deux Etats. C'est la seule solution viable, durable et réaliste», selon Wafa. «Je suis convaincue qu'avec une direction courageuse, un retour aux négociations est encore possible. Cinq ans après ma première visite en tant que Haute



Représentante en Palestine et en Israël, je reste convaincue aujourd'hui que cet objectif est réaliste et réalisable», a encore dit Mogherini.

L'ensemble de la communauté internationale juge les colonies illégales, en se référant à la quatrième Convention de Genève, qui interdit à l'autorité de l'occupation de transférer des Israéliens vers les

territoires occupés. Il y a quelques semaines, la Cour de justice des Communautés européennes a décidé que les Etats membres de l'UE devraient, en matière d'étiquetage des denrées alimentaires, mentionner que tous les produits fabriqués dans les colonies sont des «produits de colonies» plutôt que «fabriqués en Israël», rappelle Wafa.

Les avions de guerre israéliens bombardent le nord de la bande de Gaza

Des avions de guerre de l'occupation israélienne ont bombardé samedi matin, un site dans la ville de Beit Lahia, au nord de la bande de Gaza, rapporte l'agence de presse palestinienne, Wafa.

Selon cette même source, les avions de guerre israéliens ont visé au moins par trois missiles, un site situé au nord de la ville, le détruisant, l'incendiant et causant des dommages aux propriétés des résidents à proximité.

L'artillerie et les avions israéliens avaient visé la nuit dernière deux sites à l'est de la ville de Gaza sans faire de victimes, rappelle Wafa.

Toutefois, dans le nord de l'enclave palestinienne, un adolescent palestinien a été tué et quatre personnes blessées vendredi par des tirs de l'occupant israélien, avait indiqué le ministère de la Santé à Gaza.

Fahd al-Astal, âgé de 16 ans, est décédé après avoir été

blessé par balles à l'estomac, à l'est de Khan Younés, dans le centre de Gaza, avait précisé cette source.

Depuis mars 2018, la bande de Gaza est le théâtre de manifestations hebdomadaires généralement accompagnées de répression israélienne, pour réclamer notamment la levée du strict blocus israélien imposé depuis plus de dix ans à l'enclave.

Depuis cette date, au moins 348 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens, pour la grande majorité lors des heures qui accompagnent ces rassemblements.

D'autres sont morts dans des frappes israéliennes.

D'abord massive, la participation à ce mouvement réclamant «le droit au retour» des Palestiniens chassés de leurs terres en 1948 avait fortement diminué.

Les manifestations ont été officiellement annulées vendredi pour la troisième semaine consécutive.

IRAK:

Les Irakiens poursuivent leur mouvement de contestation

Les Irakiens poursuivaient samedi à Bagdad et dans le sud du pays leur mouvement de contestation du pouvoir en place assurant qu'ils maintiendraient leurs campements et blocages des routes jusqu'au départ de «tous les corrompus», malgré l'annonce du Premier ministre Adel Abdel Mahdi de son intention de démissionner.

Vendredi, M. Mahdi, en fonction depuis un an, a annoncé qu'il allait «soumettre au Parlement une lettre formelle dans laquelle il exprime (son) intention de démissionner, afin que l'Assemblée puisse revoir ces choix».

A Nassiriya, des manifestants ont brûlé des pneus en travers de trois ponts enjambant l'Euphrate dans la ville qui borde les ruines de l'antique Ur, selon des correspondants de presse sur place.

Des centaines d'autres ont convergé vers un campement installé sur une place du centre de cette ville du sud du pays où depuis deux mois les manifestants

conspuent le pouvoir à Bagdad, un mouvement endeuillé en deux mois par plus de 420 morts et quelque 15.000 blessés selon un bilan donné par des sources policières et médicales.

Depuis jeudi, 42 manifestants ont été tués à Nassiriya, où les forces de l'ordre les pourchassent en tirant à l'arme automatique.

Les manifestants eux ripostent en incendiant des QG de la police.

Dans le sud également, à Diwaniya, des milliers d'Irakiens se sont rassemblés samedi pour réclamer «la chute du régime» et la fin du système politique conçu par les Etats-Unis, après le renversement de Saddam Hussein en 2003 consécutif à l'invasion américaine du pays.

«On continue le mouvement, la démission d'Adel Abdel Mahdi n'est que la première étape, il faudra ensuite limoger et juger tous les corrompus», a dit un des manifestants cité par des médias.

Les Irakiens réclament une nouvelle Constitution et, surtout,

un renouvellement complet d'une classe politique qu'ils jugent incompétente.

A Najaf, ville sainte chiite où des manifestants ont incendié mercredi soir le consulat iranien, le calme régnait samedi matin.

Ces derniers jours, les manifestations et les affrontements ont eu lieu dans l'après-midi et le soir.

Jeudi, cinq manifestants ont été tués à Najaf par des hommes en civil qui ont tiré sur des jeunes s'approchant d'un sanctuaire où siège un parti, selon des témoins.

Le gouverneur de la ville a réclâmé au pouvoir à Bagdad l'envoi d'enquêteurs et de juges pour faire la lumière sur ces morts.

Vingt et un manifestants ont été tués depuis jeudi à Najaf.

L'autre ville sainte chiite au sud de Bagdad, Kerbala, était également calme samedi matin après une nuit de violence, jeunes manifestants et forces de sécurité s'étant de nouveau jeté des cocktails Molotov jusqu'aux premières heures du jour, selon des médias.

OTAN:

Le SG de l'OTAN annonce une «forte» augmentation des dépenses de défense des pays membres en 2019

Le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), Jens Stoltenberg, a annoncé vendredi une «forte» augmentation des dépenses de défense des pays membres de l'Alliance atlantique en 2019. Les dépenses de défense dans les pays européens de l'Alliance et au Canada ont augmenté de 4,6% en termes réels en 2019, marquant ainsi une cinquième année consécutive de croissance, a fait savoir M. Stoltenberg lors d'une présentation à Bruxelles, avant le sommet de l'OTAN, prévu les 3 et 4 décembre à Londres. Il a également relevé qu'à la fin de 2020, ces pays auront investi 130 milliards de dollars de plus par rapport à 2016. «Selon les dernières estimations, l'augmentation cumulée des dépenses de défense sera, d'ici la fin 2024, de l'ordre de 400 milliards de dollars. Il s'agit d'une avancée sans précédent, qui rend l'OTAN plus forte», s'est félicité le SG de l'Alliance atlantique.

M. Stoltenberg a, en outre, confirmé qu'un plus grand nombre d'Alliés consacrent 2% de leur PIB à la défense, notant que cette année, 9 pays membres de l'OTAN atteindront cet objectif, alors qu'ils n'étaient que trois il y a à peine quelques années.

«Les Alliés investissent également des milliards de dollars de plus dans de nouvelles capacités et ils contribuent aux déploiements de l'OTAN à travers le monde», a-t-il ajouté, mettant l'accent sur la nécessité de déployer davantage d'efforts pour poursuivre sur cette lancée. M. Stoltenberg a, par ailleurs, souligné que les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Alliance atlantique devraient prendre, lors de leur sommet à Londres, des décisions visant à poursuivre l'adaptation de l'OTAN, notamment par un nouvel accroissement de la disponibilité opérationnelle des forces des pays de l'Alliance, la reconnaissance de l'espace en tant que milieu d'opérations et l'actualisation du plan d'action contre le terrorisme.

ATTAQUE DE LONDRES:

L'héroïsme de passants salué

Des passants qui sont intervenus pour maîtriser l'auteur de l'attaque qui a fait deux morts vendredi à Londres, pourtant armé d'un couteau et équipé d'une veste explosive factice, étaient salués en «héros» par des responsables britanniques et sur les réseaux sociaux. «Je voudrais remercier nos services d'urgence, mais aussi les passants qui ont risqué leur propre vie cet après-midi. Ce sont les meilleurs d'entre nous», a salué le maire de Londres Sadiq Khan. «Je veux leur dire merci au nom de tous les Londoniens».

Sur de nombreuses vidéos prises par des témoins et diffusées sur les réseaux sociaux, on peut voir plusieurs passants se ruier sur l'assaillant et tenter de le maîtriser. Le suspect, qui portait sur lui un engin explosif factice, a été ensuite abattu par la police.

Ceux qui sont intervenus «ne savaient pas à ce moment-là que l'engin était factice», a estimé le maire travailliste de la capitale, saluant «la bravoure et l'héroïsme de Londoniens ordinaires». Stevie Hurst, l'un de ceux qui se sont battus avec le suspect, a raconté sur la BBC avoir vu des gens courir en criant «Il a poignardé des femmes» puis se jeter sur l'homme. Dans la mêlée, il lui a donné des coups de pieds.

«On a fait tout ce qu'on pouvait pour essayer de lui arracher son couteau afin qu'il ne blesse personne d'autre», a expliqué le guide touristique. Selon lui, l'assaillant a crié «bombe» lorsque la police a tenté de l'interpeller, avant d'entendre des coups de feu.

Un homme en particulier était salué sur les réseaux sociaux. Dans plusieurs vidéos concordantes circulant sur Twitter, on le voit sortir de la mêlée un couteau à la main, criant en catalan à d'autres témoins de reculer. «Cet homme mérite une médaille», suggèrent plusieurs personnes. Le chef du principal parti travailliste Jeremy Corbyn a déclaré avoir une «dette immense» envers les «courageux dans l'assistance qui se sont mis en danger pour protéger les autres». «Quel privilège de vivre dans un pays où de simples passants sont si incroyablement courageux», a applaudi l'archevêque de Canterbury, qui voit dans cet exemple un moyen pour la population d'être «unie» au-delà des «différends» générés par les élections législatives qui se tiendront le 12 décembre.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE GHARDAIA

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°/2019

NIF: 099747019000423

La Direction de la santé et de la population De La Wilaya De Ghardaia lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec Exigence de capacités minimales pour ACQUISITION, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DE TROIS (03) STATIONS DE TRAITEMENT D'EAU D'HEMODIALYSE

Les candidats intéressés par le présent appel d'offre peuvent soumissionner ou présent Appel d'offre; Toutes fois ils doivent soumissionner pour la totalité des articles composants, sous peine de rejet de leurs offres.

Les candidats ou leurs représentants peuvent retirer le cahier des charges auprès de La Direction de la santé et de la population, sise au siège de la wilaya de ghardaia

Le présent d'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse aux agents économiques fabricants, importateurs titulaires du registre de commerce ayant activité en relation avec l'objet du présent cahier des charge

Agrement du ministère de la santé et de la population et la réforme hospitalière, et ayant réalisé au moins un projet similaire à l'objet du cahier des charges justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un établissement public

registre de commerce

Les offres doivent comporter dossier de candidature, une offre technique et une offre financière qui sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, ces enveloppes sont mise dans une enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante:

APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°/2019

ACQUISITION, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DE TROIS (03) STATIONS DE TRAITEMENT D'EAU D'HEMODIALYSE

(A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)
DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION DE GHARDAIA
SISE AU SIÈGE DE LA WILAYA DE GHARDAIA

Elles doivent contenir les pièces citées dans l'article n° 11 du présent cahier des charges

La durée de préparation des offres est fixée à vingt et un (21) jours à compter de la date de la 1^{ère} publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou la presse nationale si ce jour tombe un jour férié ou un jour de repos, la période de préparation des offres est prolongée jusqu'au prochain jour férié.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres jusqu'à 14 h 00 heure à la direction de la santé et de la population GHARDAIA et l'ouverture des plis aura lieu le même jour à 14 h00 en présence des soumissionnaires.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée de 03 trois mois augmentée de la période de préparation des offres.

Dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement d'un mois supplémentaire.

DK NEWS

Anep : 1916025876 du 01/12/2019

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BEJAIA
DAIRA D'IFRI OUZELLAGUEN
COMMUNE D'OUZELLAGUEN
NIF N° 097606369104911

COMMUNE D'OUZELLAGUEN

AVIS D'ADJUDICATION AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Le président de l'Assemblée Populaire Communale d'Ouzellaguen informe le public qu'il sera procédé le 08/12/2019 à (14h00mn) au siège de L'Assemblée Populaire Communale d'Ouzellaguen à l'adjudication aux enchères publiques aux plus offrant et dernier enchérisseur les droits à percevoir sur: droit de place et de stationnement du marché hebdomadaire pour la période allant du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Mise à prix fixée par les services des domaines de la wilaya de Bejaia

Droit de place et de stationnement du Marché
Hebdomadaire: 786.250,00 DA.

Les personnes désirant participer à cette adjudication doivent faire parvenir à Monsieur: le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Ouzellaguen avant la date sus indiquée les pièces prévues par le cahier des charges (pièces administratives et fiscales) ci après :

- 01 - Une demande d'admission mentionnant nom, prénom, profession et domicile.
- 02 - Extrait de rôle apuré (soumissionnaire et la caution), daté de moins 03 mois.
- 03 - Chèque certifié portant le cautionnement provisoire égal à 1/10 de la mise à prix au nom du soumissionnaire.
- 04 - Registre de commerce lié à l'activité pour le soumissionnaire.
- 05 - Casier judiciaire N° 03 en cours de validité. (soumissionnaire et la caution)
- 06 - Extrait de naissance en cours de validité.
- 07 - fiche de résidence en cours de validité.
- 08 - Certificat de bonne moralité et de solvabilité délivrée par la commune de lieu de résidence.
- 09 - Photocopie CNI ou PC.
- 10 - Déclaration de probité (jointe au cahier des charges.)
- 11 - Certificat ou reçu de dépôt des comptes sociaux auprès du CNRC (soumissionnaires dotés de la personnalité morale (sociétés).
- 12 - Une copie de la carte d'immatriculation fiscale (NIF).
- 13 - Les copies des attestations de mise à jour : CASNOS, en cours de validité.
- 14 - Procuration pour les mandataires représentant le cas échéant les soumissionnaires.

Les cahiers des charges peuvent être retirés au bureau du régisseur tous les jours ouvrables pendant les heures de bureau contre paiement d'un montant de 1500.00 DA.

IMPORTANT

- les dossiers de participation à l'adjudication y compris le chèque certifié au nom de l'adjudicataire et libellé au nom impersonnel du trésorier intercommunal d'Ouzellaguen, portant cautionnement égal au dixième 1/10^{ème} de la mise à prix du marché, et qui devront être déposés obligatoirement vingt quatre (24) heures avant la date et l'heure de l'adjudication au bureau de l'administration générale de la commune.

DK NEWS

Anep : 1916025913 du 01/12/2019

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

ANNONCE DE RECRUTEMENT

ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE DE PROXIMITE DE DELLYS - WILAYA DE BOUMERDES-

ANNONCE L'OUVERTURE DES CONCOURS SUR TITRE POUR LE RECRUTEMENT
DANS LES GRADES CI-APRES

GRADES	Mode de Recrutement	CONDITIONS D'accès	Spécialité	Nombre des Postes	Affectation	Autres conditions
Médecins Généralistes de Santé Publique	Concours Sur Titre	Les Candidats Titulaires du diplôme de Doctorat en médecine ou d'un titre reconnu équivalent	En Médecine Générale	05		

CONDITIONS D'ACCES

* Le dossier de Candidature doit comprendre les pièces suivantes :

- * Demande Manuscrite
- * Photocopie de C.I.N
- * Photocopie de Diplôme dûment + Un relevé de notes cursus universitaire
- * Formulaire d'information rempli par le candidat

Les Candidats admis doivent compléter leurs dossiers administratifs par les documents suivants :

- * Situation vis à vis du Service National
- * Casier Judiciaire
- * Certificat de résidence
- * extrait d'Acte de Naissance n° 13
- * Certificats médicaux (général et pneumo-phthisio)
- * 02 Photos d'identité
- * fiche Familiale d'état civil pour les candidats mariés
- * document prouvant l'ancienneté professionnelle du candidat
- * document prouvant le suivi de l'étude supérieure par rapport au niveau demandé
- * document prouvant mémoires ou projets de recherche réalisés

* Les délais d'inscriptions et dépôts des dossiers :

Les inscriptions sont ouvertes pendant une période de 15 Jours ouvrables à compter de la 1^{ère} Parution de cet avis à Entreprise Nationale de communication d'édition et de publicité ANEP.

Les Candidatures doivent être adressées à : MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT
PUBLIC DE SANTE DE PROXIMITE DE DELLYS - 35004 - BOUMERDES

*Observation : les dossiers incomplets et les dossiers déposés hors délais seront rejetés.

DK NEWS

Anep : 1916025901 du 01/12/2019

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la solidarité Nationale
De la famille et de la condition de la femme.

Centre Spécialisé de Rééducation
N°02 Filles Birkhadem Alger.
N° : ...544.../2019.

AVIS DE RECRUTEMENT

Le centre spécialisé de rééducation N°02 Birkhadem procède à des recrutements pour les postes suivants :

Poste de Travail	N° de poste	Condition de concours	Observation
Agent d'Administration	01	Concours sur titre	Niveau 3 AS

Constitution du dossier :

- Demande manuscrite ;
- certificat scolarité (Niveau 3 AS) .
- Un extrait de naissance ;
- Une fiche familiale pour les candidats mariés ;
- 02 Certificats médicaux (médecine général et phthisiologie).
- 02 photos d'identité.
- 01 casier judiciaire N03.

les dossiers de candidature doivent être adressés au centre spécialisé de rééducation n 02 birkhadem.

Au plus tard vingt jour (20) après la date de première parution.

DK NEWS

Anep : 1916025875 du 01/12/2019

LIBERIA: Avant-première de «Hell's Gate», un film sur l'époque de l'épidémie d'Ebola

Le long-métrage de fiction «Hell's Gate» (La Porte de l'Enfer), qui raconte l'histoire d'un couple de Libériens dont les projets de mariage sont bouleversés par l'éruption de l'épidémie d'Ebola fin 2013 en Afrique de l'Ouest, est sorti vendredi en avant-première dans la capitale libérienne Monrovia.

Un tapis rouge a été dressé devant l'entrée d'un grand hôtel où s'est déroulée la projection pour accueillir l'équipe du film, composée de Libériens, et une cinquantaine d'invités, ont indiqué les médias.

Partie du sud de la Guinée en décembre 2013, avant de toucher le Liberia et la Sierra Leone, l'épidémie d'Ebola la plus importante de l'histoire a fait jusqu'en janvier 2016 plus de 11.300 morts dans ces trois pays, selon l'OMS, dont quelque 4.800 rien qu'au Liberia. «Il y avait le besoin de raconter ce qui a dévasté notre pays pendant l'épidémie», a expliqué vendredi, quelques heures avant la première du film, son producteur, Cosme Pulano, cité par l'agence AFP, qui s'est inspiré de sa propre histoire pour écrire le scénario. La peur de la fièvre hémorragique avait provoqué des scènes dantesques au Liberia, avaient rapporté des journalistes. Dans le village de Ballajah, une adolescente de 12 ans était restée cloîtrée une semaine entière avec le corps de sa mère,

«sans nourriture ni eau», avant de mourir à son tour dans une maison aux portes et fenêtres scellées par les agents sanitaires, avait à l'époque expliqué le chef de la localité.

Le long-métrage de fiction, le premier sur le sujet à avoir été tourné et produit au Liberia, doit «avoir une vertu éducative» car «le virus peut revenir à tout moment», selon le cinéaste de 39 ans. «Je suis d'accord qu'il est important de parler d'Ebola, même si je n'aime pas trop me souvenir de ce passé horrible», a confié Adams Zeogar, cité par l'agence AFP, qui a survécu à l'épidémie.

Si l'Afrique de l'Ouest n'est plus touchée, une nouvelle flambée d'Ebola a tué quelque 2.200 personnes depuis août 2018 dans l'est de la République démocratique du Congo.

Cosme Pulano explique avoir lui-même échappé de peu à la maladie. En pleine épidémie, il a été pris de fortes douleurs à la tête et ses proches l'ont mis en quarantaine, craignant qu'il ait été contaminé. Mais il a



ignoré l'avis de ceux qui lui conseillaient de se rendre dans un centre de traitement d'Ebola après que sa sœur lui a fait remarquer qu'il serait déjà mort s'il avait effectivement été atteint par le virus.

«Rentrer dans une unité de traitement d'Ebola, c'était comme passer la porte de l'enfer», raconte-t-il, en expliquant le titre de son film, au budget de 40.000 dollars (36.600 euros). «Il y avait un besoin pour nous de raconter notre propre histo-

toire», estime M. Pulano, en précisant que 15% des recettes iront à des associations d'aide aux orphelins d'Ebola. «Je suis l'un des principaux acteurs et j'ai perdu mon frère et ma tante pendant la crise. Pour moi, c'était une grande expérience» de participer au tournage, a confié Dahsaw Owusu, qui joue le rôle du meilleur ami du rôle principal. «Je suis infirmière et j'ai joué mon propre rôle, il y avait un côté très excitant», a déclaré Angeline Taylor.

HISTOIRE L'Emir Abdelkader est une personnalité historique incarnant les valeurs de tolérance

Les participants au premier colloque national sur le patrimoine culturel matériel et immatériel inhérent aux parcours de l'Emir Abdelkader ont mis l'accent mercredi à Mascara sur les qualités humaines du fondateur de l'Etat algérien qui prônait paix et tolérance et sur l'homme de culture et de lettres.

Lors de cette rencontre nationale organisée par la direction de la culture de la wilaya de Mascara en collaboration avec l'université «Mustapha Stambouli» à la maison de la culture «Abi Ras Ennaci», les participants ont affirmé que l'Emir Abdelkader «était un chef tolérant dans sa vie comme l'atteste son comportement vis à vis des prisonniers dans ses nombreuses batailles livrées à l'occupant français.»

La position historique de l'Emir Abdelkader vis à vis de l'agression des chrétiens en Syrie et les qualités du chef de la résistance populaire en Algérie, prônant la paix et la tolérance, sa bravoure et son combat contre l'ennemi colonial ont été largement abordés lors de cette rencontre. L'enseignant Helaïli Hanifi de l'université de Sidi Bel-Abbès a évoqué les dimensions de la personnalité de l'Emir Abdelkader dans sa lutte contre l'occupant faites de valeurs de tolérance et de pardon même avec ses ennemis lors de leur capture. Des positions valorisées par des chercheurs en histoire, a-t-il souligné. Le recteur de l'université «Mustapha Stambouli» de Mascara, Bentata Samir, a entretenu l'assistance sur la passion de l'Emir Abdelkader pour la culture et la littérature, malgré sa préoccupation pour les affaires de l'Etat, l'organisation des armées et la planification des batailles où il a remporté de nombreuses victoires. Pour sa part, Keramane Abdelkader, de l'université de Mostaganem a mis en exergue les grands efforts de l'Emir Abdelkader de réalisation d'infrastructures dont des usines dans sa démarche d'édification de l'Etat algérien, citant la création de cabinets de gestion des affaires générales des citoyens en temps de guerre et de la «Zemala» (Smala).

Les travaux de ce premier colloque, organisé dans le cadre de la commémoration du 187^e anniversaire de la première allégeance de l'Emir Abdelkader, se sont concentrés sur trois axes comportant des communications qui seront animées par des universitaires de Mascara, Sidi Bel-Abbès, Mostaganem et Alger. A cette occasion, l'ingénieur Othmane Sadate de la conservation des forêts de la wilaya de Mascara a présenté une intervention sur l'arbre Dardara, site où a eu lieu la première allégeance à l'Emir Abdelkader et les autorités de la wilaya ont organisé une visite au site cet arbre dans la commune de Ghriss qui abrite des expositions sur le parcours et la lutte de l'Emir Abdelkader.

ALGER Inauguration de l'exposition photographique "H"

Une exposition de photographies rassemblant une vingtaine de clichés revenant sur les lieux des essais nucléaires de la France coloniale dans le grand sud algérien au début des années 1960 a été inaugurée mercredi à Alger par le photographe et musicien français Gregory Dargent. Intitulée "H", cette exposition d'œuvres en argentique, explorant les conséquences du choc entre les touareg et la fission atomique, est organisée par l'Agence algérienne pour le développement culturel (Aarc) à la villa Dar Abdeltif. Réalisées en argentique, une technique accentuant le contraste entre l'ombre et la lumière avec un effet de radiation argenté, les photographies de Gregory Dargent montrent le quotidien des habitants des régions de Reggane (Adrar) et de In Ekker (Tamanrasset) où la vie a repris ses droits près de soixante ans après les explosions. Une première partie des clichés montrent les habitants de ces régions pendant des célébrations populaires. Ils immortalisent aussi des tranches de la vie quotidienne des enfants et adultes dans leurs costumes traditionnels. La plupart des modèles sont volontairement floutés ou plongés dans la pénombre par le photographe. Explorant ces terres sahariennes, l'objectif de Gregory Dargent se focalise, dans la seconde partie



de cette exposition, sur les grandes étendues et un air ciel poussiéreux, irradiés par une lumière crue, accentuée par la technique argentique pour évoquer l'explosion nucléaire. La vie reprend ses droits dans les œuvres du photographe à travers les fêtes populaires, l'expression des visages d'enfants ou encore un jardin fleuri. L'artiste qui a également décliné cette exposition en création musicale a choisi de l'intituler "H" pour suggérer le souffle aussi bien que "Hoggar", "Hiroshima" et "histoire" par laquelle ces mots commencent, explique Gregory Dargent. L'artiste avait publié un livre photos sorti en France en 2018 avec les même titre

et clichés. S'il s'est rendu au "Point zéro" des explosions, les conséquences de ces essais sur l'environnement et la population restent cependant absentes des œuvres exposées, le photographe ayant "choisi d'aller à la rencontre de la population" qui vit toujours sur les lieux de ces essais nucléaires. Né en 1977, Gregory Dargent est guitariste et luthiste diplômé du conservatoire de Strasbourg en France. Il se découvre une nouvelle passion pour la photographie et publie son premier livre photo "H" après 20 jours passés dans le grand sud. L'exposition "H" est à découvrir jusqu'au 3 décembre à la villa Dar Abdeltif.

EL BAYADH: Participation de 32 exposants au salon national d'arts plastiques

La deuxième édition du salon national des arts plastiques s'est ouverte jeudi à El Bayadh avec la participation de 32 exposants de 17 wilayas du pays. Initiée par la maison de la culture «Mohamed Belkheir» de la wilaya, cette manifestation culturelle, dont l'ouverture a été présidée par le wali d'El Bayadh, Kamel Touchene, expose plus de 100 tableaux d'arts plastiques de différents genres. Le directeur de la maison de la culture, Salah Okhache a souligné que cette exposition constitue une occasion pour l'échange d'expériences entre artistes plasticiens de la wilaya et d'autres wilayas et

la promotion du goût artistique du public, indiquant que les œuvres exposées concernent des formes d'expression d'abstrait, réalisme, impressionnisme et sculpture. Ce salon permet également de connaître la diversité culturelle dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-il ajouté. Cette édition étale des œuvres artistiques à la nouvelle galerie d'arts plastiques ouverte dernièrement à la maison de la culture, qui peut contenir plus de cent. Le programme de cette exposition de trois jours prévoit la projection de documentaires sur les arts plastiques, des récitals de chants du terroir



et une virée touristique au profit des participants dans la commune de Brizina pour leur faire décou-

vrir les atouts touristiques que recèle cette région.

JO-2020 : Le stade olympique de Tokyo prêt à affronter la chaleur estivale

La construction du stade olympique de Tokyo est achevée, ont assuré hier ses commanditaires, et l'édifice est prêt à affronter les fortes températures à l'été 2020 grâce à un design pensé pour y faire face.

"La nouvelle histoire va commencer", a affirmé samedi le Japan Sport Council, en officialisant la fin des travaux du stade olympique des Jeux de Tokyo 2020 dont le coût est estimé à 157 milliards de yens (1,3 milliard d'euros).

La chaleur de l'été japonais est l'une des principales préoccupations des organisateurs des prochains Jeux olympiques, après que des médecins ont alerté sur le risque de graves conséquences médicales.

Le stade de 60.000 places, dessiné par le célèbre architecte japonais Kengo Kuma, s'inspire de techniques traditionnelles, notamment un usage important du bois.

Près de 2.000 mètres cubes de bois de cèdre ont été acheminés de tout le Japon pour permettre entre autres la fabrication de voiliers rendant hommage à la pagode du temple de Horyuji, vieille de 1.300 ans.

185 grands ventilateurs et huit brumisateurs ont également été intégrés au stade afin de limiter les désagréments causés par la température, qui peut dépasser à Tokyo les 40 C. Le stade olympique accueillera les cérémonies d'ouverture et de clôture, ainsi que les épreuves d'athlétisme et quelques matchs de football.

BOXE / GOLDEN GLOVES 2019 : Six des neuf Algériens engagés ont atteint les demi-finales

Six des neuf pugilistes algériens engagés dans la 62^e édition du tournoi international «Golden Gloves» qui se déroule du 26 novembre au 1^{er} décembre 2019 en Serbie ont atteint les demi-finales, et concourront ce vendredi soir pour une place en finale.

Il s'agit de Mohamed Flissi (52 kg), Oussama Mordjane (57 kg), Yahia Abdelli (63 kg), Younès Nemouchi (75 kg), Sofiane Tabi (75 kg) et Abdelhafid Benchebla (91 kg).

A l'inverse, leurs compatriotes Chemeddine Kramou (69 kg), Azzouz Boudia (81 kg) et Chouaib Bouloudinat (91 kg) ont été moins chanceux, puisqu'ils ont tous été éliminés au tour précédent.

La sélection algérienne se trouve sur le lieu de la compétition depuis la mi-novembre courant, où elle a commencé par effectuer un stage de préparation, avant de s'engager dans cette 62^e édition des Golden Gloves. C'est le deuxième véritable cycle de préparation pour la sélection algérienne en vue des JO-2020, après celui effectué du 19 octobre au 2 novembre, au Centre régional de préparation des équipes nationales à Chlef. Le staff technique national, composé des entraîneurs Dine Ahmed, Merchoud Behous et Boubekri Mohamed, a fait appel à neuf boxeurs pour ce deuxième stage à Belgrade, qui sera l'occasion pour lui d'évaluer leur forme physique, ainsi que leur progression sur le technique, avant le prochain tournoi qualificatif, prévu du 20 au 29 février 2020 à Dakar (Sénégal). Quatre épreuves continentales et une épreuve mondiale de qualification se tiendront entre février et mai 2020 pour donner aux boxeurs la possibilité de se qualifier pour le tournoi de boxe des Jeux olympiques de Tokyo.

APS

CYCLISME/CHAMPIONNATS ARABES-2019 (CONTRE-LA-MONTRE JUNIORS PAR ÉQUIPES) : Médaille d'or pour les Algériens

La sélection algérienne masculine juniors de cyclisme a remporté la médaille d'or du contre-la-montre par équipes des Championnats arabes 2019 (cadets, juniors et séniors) qui se déroulent du 30 novembre au 6 décembre à Alexandrie en Egypte.

La sélection algérienne composée de Hamza Amari, Seddik Bengani, Youcef Feresdou et Ayoub Sahiri a pris la première place de la course organisée sur un parcours de 52 km, en réalisant un temps de 1h08.40, devant l'Egypte (1h09.25) et l'Irak (1h11.79).

De son côté, la sélection féminine (séniors) a remporté la médaille d'argent du contre-la-montre par équipes.

Les Algériennes Aïcha Tihar, Racha Belkacem, Nour Yasmine Bouzenzen et Lydia Kasmi ont terminé la course (44 km) en 1h05.53, devancée par l'Egypte, médaillée d'or (1h07.58), alors que le Koweït a décroché la médaille de bronze (1h57.00).

L'Algérie prend part au rendez-vous arabe d'Alexandrie avec la sélection masculine seniors, composée d'Azeddine Lagab, Saïdi Nassim, Abderrahmane Mansouri, Mohamed Bouzidi, Hamza Yacine et Oussama Cheblaoui. La sélection juniors (filles) quant à elle se compose de Nour El Yasmine Bouzenzen et Nesrine



Si-Yakoub, alors que celle des juniors (garçons) regroupe Youcef Feresdou, Zaki Boudar, Hamza Amari, Seddik Bengani, Youcef Boukhari et Ayoub Sahiri. Chez les cadets, la Direction technique nationale a sélectionné

Salah Eddine Cherki, Abdelkarim Ferkous, Belabassi Akram, Abdelatif Guerroujja, Mohamed Redouane Brinis et Iyad Benbrahim, alors que chez les filles, seule Nesrine Houli a été sélectionnée. Lors de la précé-

dente édition disputée à Charm-el-Cheikh (Egypte), l'Algérie avait dominé les épreuves en s'adjugeant la première place au classement général avec un total de 17 médailles dont 10 en or, 4 en argent et 3 en bronze.

HAND/EXCELLENCE (SENIORS HOMMES) : Le bus de l'ES Arzew caillassé à Ouargla, aucune victime à déplorer

Le bus de l'ES Arzew a été caillassé alors qu'il s'apprêtait à quitter la ville d'Ouargla, à l'issue du match gagné face à l'ITTihad local (26-25), vendredi soir dans le cadre de la 7^{ème} journée du championnat de l'Excellence de handball (seniors-hommes).

Dans une déclaration à l'APS, le président de l'ESA, Amine Benmoussa, a regretté cet incident, qualifiant de «pseudo-supporters», ses auteurs.

Il a, en outre, rassuré que «fort heureusement aucun blessé n'a été enregistré». «Il y a eu des vitres du bus qui ont été brisées mais sans qu'il y ait des victimes parmi notre délégation. C'est vraiment regrettable d'en arriver là, alors que nous nous sommes toujours montrés hospitaliers envers les équipes

visiteuses», a-t-il déploré. L'ESA a réalisé, pour l'occasion, sa première victoire de la saison après six défaites de suite, laquelle victoire coïncide avec la fin de la phase aller.

«Plusieurs paramètres nous ont joué un mauvais tour au cours de cette première manche du championnat.

Je peux citer, entre autres, le pertinent problème financier et la fermeture prolongée de notre salle omnisports d'Arzew, ce qui nous a contraint depuis la moitié de l'exercice passé à recevoir nos adversaires au niveau de la salle de Gdyl, où nous n'avons le droit de s'entraîner qu'une seule fois dans la semaine», a-t-il expliqué. Malgré cela, le président de cette formation qui a échappé de peu à la relégation la saison

passée, demeure optimiste quant à la suite du parcours des siens, souhaitant que cette victoire ramenée d'Ouargla «soit le vrai démarrage de l'équipe». Le championnat d'Excellence observera une trêve jusqu'au février prochain en raison de la participation de la sélection algérienne à la coupe d'Afrique des nations 2020, prévue en Tunisie en janvier prochain. Cette longue trêve sera mise à profit par l'ESA pour apporter les correctifs nécessaires aux lacunes constatées lors de la phase aller, selon son président. En attendant, Benmoussa a lancé un «énième appel en direction des services concernés pour achever les travaux en cours à la salle omnisports d'Arzew et qui n'ont que trop duré», a-t-il dit.

MONDIAL DE HANDBALL (DAMES) : La France, tenante du titre, battue par la Corée du Sud

L'équipe française de handball, tenante du titre, s'est inclinée face à la Corée du Sud dans leur premier match du Mondial, 29 à 27, samedi à Yamaga.

C'est la troisième fois d'affilée que les Françaises commencent une grande compétition par une défaite, mais au Mondial-2017 et à l'Euro-2018 elles avaient quand même remporté la médaille d'or.

Pour garder toutes ses chances d'atteindre le tour principal et au-delà le dernier carré, la France devra battre le Brésil dimanche (07h00 heure française), une équipe qui, comme la Corée

du Sud, ne fait pas partie des principaux prétendants au podium mais peut lui poser des problèmes.

Les championnes en titre ont pris le match par le bon bout (4-1) mais ont rapidement été bousculées par la vivacité des Coréennes et pénalisées par des maladresses au tir.

Menées de quatre longueurs en deuxième période, les Bleues sont pourtant revenues à hauteur à douze minutes de la fin (22-22), mais ce sont les Asiatiques qui ont donné le coup d'accélérateur décisif dans le dernier quart d'heure.

La Sud Coréenne Ryu a



été la joueuse du match avec 12 buts. Grâce Zaadi a été la meilleure buteuse française

avec 5 buts, devant Astride Ngouan et Estelle Nzé Minko (4 chacune).

SPORT / JO-2024 : Tahiti favorite pour accueillir les épreuves de surf

L'île de Tahiti est favorite pour abriter les épreuves de surf lors des Jeux olympiques de Paris-2024, même si la partie est encore loin d'être jouée, en présence de quatre autres sérieux concurrents.

Le sujet pourrait être évoqué par le comité d'organisation des Jeux olympiques de (Cojo) Paris-2024 lors de la commission exécutive du Comité international olympique (CIO), à Lausanne (3-5 décembre), selon des sources proches du dossier.

«Si le CIO valide le projet, le choix de Tahiti pourrait être adopté lors du prochain conseil d'administration du Cojo, le 12 décembre», a assuré l'une des sources, au moment où le Cojo n'a fait aucun commentaire jusqu'ici.

Quatre autres sites sont candidats pour accueillir les 48 surfeurs et surfeuses, qui disputeront les épreuves de shortboard en 2024, dont trois dans le sud-ouest (Biarritz, Lacanau et Hossegor-Seignosse-Capbreton) et un en Bretagne (La Torche).

Mais Tahiti cumulerait les avantages, notamment grâce à sa vague mythique, Teahupoo, «un argument massue», selon l'une des sources.

Aux yeux des parties prenantes, «la certitude d'avoir des vagues en août est plus grande là-bas», explique un autre interlocuteur, qui souligne, en



outre, que l'Etat voit d'un bon œil l'organisation d'une épreuve en outremer, «pour que les Jeux soient ceux de toute la France», et que la ville de Paris ne s'y oppose pas.

Mais les autres candidats, dont certains s'attendent effectivement à une décision avant la fin de l'année, ne s'avouent

pas vaincus. «Le Cojo nous assure que rien n'est décidé. On continue de travailler. D'ailleurs il y a encore des réunions techniques prévues ces prochains jours pour les sites, sur les empreintes carbone» par exemple, souligne l'adjoint à la mairie de Biarritz, délégué au surf et aux sports de glisse, Laurent

Ortiz. Le patron du Cojo, Tony Estanguet, se trouvait à Biarritz vendredi, officiellement pour y présenter les mesures de Paris-2024 pour lutter contre la sédentarité et inciter les Français à pratiquer plus d'activité physique.

La carte définitive des sites devrait être arrêtée fin 2020.

CHAMPIONNAT NATIONAL DES JEUNES TALENTS DU BADMINTON: Début de la compétition de la poule Est

Le championnat national des jeunes talents du badminton des catégories 11, 13, 15 et 17 ans (filles et garçons) a débuté vendredi à la salle omnisports Makhlof Mustapha à Bourmel dans la wilaya de Jijel avec la participation des clubs de quatre wilaya de l'Est du pays.

«Cette compétition, la finale, intervient à l'issue des épreuves du 1^{er} tour et est organisée simultanément à Jijel pour les clubs des wilayas de l'Est, à Tipasa pour le Centre et à Chlef pour les clubs de l'Ouest du pays» a déclaré à l'APS, le représentant de la Fédération algérienne de badminton, Saber Meribout.

Il a ajouté que les premiers badistes qualifiés prendront part au stage programmé durant les vacances d'hiver pour sélectionner les meilleurs éléments devant renforcer l'équipe nationale de badminton en prévision du championnat arabe de la même discipline prévu à Alger en mars 2020, a ajouté le même responsable. Cette



manifestation sportive de deux jours, organisée par la Fédération algérienne de badminton, en collaboration avec la Ligue locale de la même discipline regroupe Jijel, Béjaïa, Constantine et Mila, et est ins-

crité dans le cadre de la continuité du plan de développement des activités de la Fédération de la discipline et la promotion et la vulgarisation de la pratique chez les jeunes badistes.

HANDBALL / CAN-2020 (PRÉPARATION) : Le Maroc en stage à partir du 2 décembre



La sélection marocaine de handball, futur adversaire de l'Algérie à la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020), sera en stage précompétitif du 2 au

6 décembre, a annoncé la Fédération marocaine de la discipline.

Pour ce stage, le staff technique marocain a convoqué 15

joueurs seniors auxquels s'ajoutent 7 joueurs juniors, précise le communiqué de l'instance fédérale.

La sélection marocaine de handball (messieurs) a été versée dans le groupe D de la CAN-2020, en compagnie de l'Algérie, la Zambie et le Congo.

Selon le calendrier de cette 25^e édition de la CAN de handball, le tableau final du tournoi débutera le 20 janvier avec le déroulement des huitièmes de finale, suivis des quarts le 22 janvier.

Les demi-finales de la CAN-2020 se disputeront le 24 janvier, alors que la finale a été

programmée le 26 janvier. Seize (16) pays participeront à la CAN-2020, dont le vainqueur final validera l'unique billet qualificatif pour les Jeux Olympiques Tokyo 2020.

Il s'agit de la Tunisie (tenante du titre et pays organisateur), l'Algérie, l'Angola, le Cameroun, le Cap Vert, le Congo, la Côte d'Ivoire, la RD Congo, l'Égypte, le Gabon, la Guinée, le Kenya, la Libye, le Maroc, le Nigeria, et la Zambie.

Le Sénégal qui devait participer au tournoi dans le groupe D a finalement décidé de se retirer de la compétition pour des raisons inconnues.

HANDBALL / DIVISION EXCELLENCE MESSIEURS (7^E JOURNÉE) : Résultats et classement

Résultats et classement à l'issue des matchs de la 7^e journée du Championnat d'Algérie de handball, division Excellence (messieurs), disputés vendredi :

Groupe A :

CR Bordj Bou Arréridj - ES Ain Touta 17-17
MM Batna - JS Saoura 28-23
IC Ouargla - ES Arzew 25-26
MC Saïda - C. Chelghoum Laïd 22-14

Classement :	Pts	J
1. CRBB Arréridj	11	7
--. MM Batna	11	7
3. ES Ain Touta	10	7
4. JS Saoura	9	7
5. C. Chelghoum Laïd	6	7
--. MC Saïda	6	7
7. ES Arzew	2	7
8. IC Ouargla	1	7

Groupe B :

GS Pétroliers - CRB Baraki 29-20
MC Oued Tlélat - JSE Skikda 24-28
OM Annaba - MB Tadjenanet 31-27
CRB Mila - O. El Oued 19-18

Classement :	Pts	J
1. MB Tadjenanet	12	7
2. JSE Skikda	10	7
--. GS Pétroliers	10	7
4. OM Annaba	9	7
5. CRB Mila	8	7
6. CRB Baraki	4	7
7. O. El Oued	2	7
8. MC Oued Tlélat	1	7

EXCELLENCE DAMES (2^E J) : Résultats et classement

Résultats et classement à l'issue des matchs de la 2^e journée du Championnat national de handball, Excellence dames, disputés vendredi et samedi :

Groupe A / Samedi :

CF Mila - CF Boumerdès 24-24
JS Awzlaguen - US Akbou 23-35
CR Didouche-Mourad - GS Pétroliers 11-39

Classement :	Pts	J
1. GS Pétroliers	4	2
2. CF Boumerdès	3	2
--. US Akbou	3	2
4. CF Mila	2	2
5. CR Didouche-Mourad	0	2
--. JS Awzlaguen	0	2

Groupe B / Vendredi :

CHB Bachdjerrah - NRF Constantine 14-25
ASF Constantine - HBC El-Biar 07-40
CS Mouloud-Mammeri - HHB Saïdareporté

Classement :	Pts	J
1. NRF Constantine	4	2
--. HBC El-Biar	4	2
3. CS Mouloud-Mammeri	0	1
--. ASF Constantine	0	1
--. CHB Bachdjerrah	0	2
6. HHB Saïda	--	--

TOURNOI DE L'UNAF U20 (4^E JOURNÉE): Première victoire de la Tunisie, le champion connu aujourd'hui

La sélection tunisienne juniors de football a remporté son premier succès au tournoi de l'Union Nord-Africaine de football (UNAF-U20), en battant son homologue du Burkina Faso (1-0), en match comptant pour la quatrième journée, disputé vendredi au stade du Kram (Tunis), alors que le champion sera connu aujourd'hui.

L'unique but tunisien a été l'oeuvre de Akram Habbassi (5). Plus tôt dans la journée, le onze égyptien s'est imposé devant son homologue algérien (2-1). Les buts ont été inscrits par Ibrahim Adel (7 sp) et Oussama Faycal Ahmed (68) pour l'Egypte, et par Mohamed Islem Belkhir (-17) pour l'Algérie.

A l'issue de cette quatrième et avant-dernière journée, l'Egypte occupe la tête du classement avec 7 points, devant l'Algérie (6 points).

La Tunisie remonte quant-à-elle à la 3^e place avec 4 points, devant le Maroc (2 pts, -1 match) et le Burkina Faso (dernier 2 pts). Lors de la cinquième journée prévue dimanche, et décisive pour l'attribution du titre, l'Algérie affrontera le Maroc et l'Egypte croisera le fer avec la Tunisie. Le championnat se déroule sous forme de mini-championnat de cinq journées, à l'issue desquelles le premier sera sacré champion.

Les résultats:

Quatrième journée (vendredi):

Algérie - Egypte 1-2

Burkina Faso - Tunisie 0-1

Déjà joués

Première journée (samedi):

Maroc - Burkina Faso 0-0

Tunisie - Algérie 0-2

Deuxième journée (lundi):

Algérie - Burkina Faso 2-1

Egypte - Maroc 2-0

Troisième journée (mercredi):

Egypte - Burkina Faso 0-0

Tunisie - Maroc 1-1

Classement:

Equipe:	PTS	J
1. Egypte	7	3
2. Algérie	6	3
3. Tunisie	4	3
4. Maroc	2	3
5. Burkina Faso	2	4

Reste à jouer

Cinquième journée (dimanche 1^{er} décembre):

11h00 : Maroc - Algérie

13h30 : Tunisie - Egypte

LIGUE DES CHAMPIONS (GROUPE D-1^{RE} JOURNÉE): La JS Kabylie domine l'AS Vita Club (1-0)

La JS Kabylie, un des deux représentants algériens en Ligue des Champions africaine de football a battu les Congolais de l'AS Vita Club (1-0, mi-temps 0-0), en match disputé vendredi soir au stade du 1^{er}-Novembre (Tizi-Ouzou), pour le compte de la première journée de la phase de poules (Groupe D). C'est l'ancien capitaine de l'Olympique de Médéa Toufik Addadi qui a inscrit ce but, d'un tir au premier poteau, après avoir bénéficié d'une belle passe en profondeur de Rezki Hamroune à la 66^e.

Le score aurait pu être plus lourd en faveur des Canaris, et ce n'est pas faute d'avoir essayé, car les pouillains du coach Hubert Velud s'étaient procurés un grand nombre d'occasions, particulièrement en première mi-temps, mais sans parvenir à les concrétiser.

Les deux autres pensionnaires de ce groupe «D», les Tunisiens de l'Espérance Tunis (tenants) et

les Marocains du Raja Casablanca s'affrontent samedi 30 novembre au stade Radés dans un derby maghrébin.

Le deuxième représentant algérien dans cette prestigieuse compétition, l'USM Alger, lui a été reversé dans la poule «C».

Il fera également son entrée en lice samedi 30 novembre, au stade Mustapha-Tchaker de Blida, face aux Marocains du Wydad Casablanca.

APS

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1^{RE} JOURNÉE - GR. D) SAN PEDRO FC - PARADOU AC : Les Algérois en péril à Abidjan

Le Paradou AC, seul représentant algérien en phase de poules de la Confédération de football (CAF), effectue un déplacement périlleux à Abidjan pour défier les Ivoiriens de San Pedro FC, aujourd'hui au stade Félix-Houphouët-Boigny (17h00, algériennes), dans le cadre de la 1^{re} journée (Gr.D).



Ayant réalisé la performance d'atteindre ce stade de l'épreuve pour sa première participation continentale, le PAC, en très mauvaise posture en championnat de Ligue 1 (16^e et dernier, 8 pts), est appelé à sortir le grand jeu pour réussir ses débuts dans cette phase de groupes.

La mission des coéquipiers du milieu international Adam Zorgane s'annonce difficile, notamment en l'absence de plusieurs cadors.

En effet, le club algérois se présentera amoindri par la défection de pas moins de quatre éléments : Ryad Benayad, Islam Arous, Zakaria Messibah, et Hamza Mouali, tous blessés.

«Le moins que l'on puisse dire est que la cascade de

blessures dont souffrent nos joueurs constitue un véritable handicap pour l'équipe.

Surtout que ce sont des éléments clés.

Ca sera un match difficile face à une équipe qu'on ne connaît pas vraiment», a affirmé l'entraîneur portugais des «Jaune et Bleu» Francisco Alexandre Chaló.

Le PAC a de quoi nourrir des appréhensions puisque son adversaire n'est autre que le co-leader du championnat ivoirien, en compagnie de l'Académie de football Amadou Diallo (AFAD), avec 15 points, au terme de la 7^e journée.

Les Pétruciens, détenteurs de la Coupe de la Côte d'Ivoire 2019, se sont qualifiés pour la phase de poules, en éliminant en 16^{es} de finale (bis)

les Ghanéens de l'Asante Kotoko (aller : 2-0, retour : 0-1).

De son côté, le Paradou a validé son billet aux dépens des Ougandais de Kampala City (aller : 0-0, retour : 4-1).

Dans l'autre match de ce groupe D, les Marocains de Hassania Agadir, dirigés sur le banc par le nouvel entraîneur M'hamed Fakhir, accueilleront dimanche (20h00, algériennes) leurs homologues nigériens d'Enyimba, reversés en Coupe de la Confédération après son élimination en 16^{es} de finale de la Ligue des champions.

Rappelons que le CR Belouizdad, l'autre représentant algérien dans cette épreuve, avait été éliminé en 16^{es} de finale par les Egyptiens de Pyramids FC (aller : 1-1, retour : 0-1).

Le programme

Programme des rencontres de la 1^{re} journée de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football, prévues aujourd'hui (heure algérienne)

Groupe A :

Enugu Rangers (Nigeria) - Pyramids FC (Egypte) (14h00)

FC Nouadhibou (Mauritanie) - Al-Masry (Egypte) (20h00)

Groupe B :

Motema Pembe (RD Congo) - Zanaco FC (Zambie) (14h00)

RSB Berkane (Maroc) - ESAE FC (Bénin) (17h00)

Groupe C :

Al-Nasr (Libye) - Djoliba FC (Mali) (17h00)

Bidvest Wits (Afrique du Sud) - Horoya AC (Guinée) (17h00)

Groupe D :

San Pedro FC (Côte d'Ivoire) - Paradou AC (Algérie) (17h00)

Hassania Agadir (Maroc) - Enyimba (Nigeria) (20h00)

NB : les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

DNA (GR. OUEST)/ JSM TIARET:

Le président du directoire convoque une AG extraordinaire pour annoncer sa démission

Une assemblée générale extraordinaire de la JSM Tiaret devrait se tenir dimanche au cours de laquelle l'actuel président du Directoire compte annoncer sa démission, a-t-on appris de ce club pensionnaire de la Division nationale amateur (DNA) de football.

Sans président depuis la démission, lors de l'intersaison, d'Ahmed Feghouli, le club sportif amateur de la JSMT est géré depuis par un directoire ayant à sa tête Sofiane Boumedien, rappelle-t-on.

Ezzarga traverse une période délicate cette saison après avoir raté la montée en Ligue 2 au cours de l'exercice passé qu'elle a terminé à la deuxième place.

Le départ d'Ahmed Feghouli a plongé le club dans la crise, au regard de la chute libre que connaît l'équipe, désormais menacée de relégation puisqu'elle occupe la 15^e et avant-dernière place au classe-

ment du groupe Ouest. Cela se passe au moment où les observateurs ont misé sur la JSMT pour jouer les premiers rôles cette saison, surtout que pour l'actuel exercice le nombre des clubs appelés à accéder en deuxième palier a été exceptionnellement porté aux six premiers au lieu du leader seulement. Une aubaine que la JSMT risque de ne pas saisir au vu

de son parcours négatif jusque-là, a-t-on estimé. Pourtant, après la montée de ce club en DNA la saison passée, l'ex-direction de ce club avait tracé comme objectif d'enchaîner avec deux autres accessions dès les saisons suivantes pour permettre à cette formation de l'Ouest du pays de retrouver l'élite qu'elle a quittée depuis plus de deux décennies.

EURO-2020 :

Un million de billets à vendre pour les fans en décembre (UEFA)

La Fédération européenne de football (UEFA) a indiqué samedi qu'un million de billets vont être mis en vente du 4 au 18 décembre pour les supporters des vingt équipes déjà qualifiées à l'Euro-2020 dont les matches auront lieu dans douze villes d'Europe. La première vague commerciale l'été dernier a suscité «une très forte demande, chiffrée à plus de 19 millions» alors que seulement 1,5 million de billets ont été mis en vente et écoulés sur les 3 millions prévus au total, a indiqué Philippe Margraff, directeur commercial de l'UEFA. «Cela montre à quel point le format est apprécié et bien perçu par les supporters», a-t-il commenté lors d'une conférence de presse à Bucarest, en marge du tirage au sort de l'Euro prévu samedi soir. «Mercredi, nous allons mettre en vente un million de billets supplémentaire pour les 20 équipes déjà qualifiées», a-t-il annoncé, en précisant que la période d'achat se poursuivra jusqu'au 18 décembre. Pour cet Euro organisé dans douze villes d'Europe, les billets les plus abordables coûtent 30 euros à Bakou, Bucarest et Budapest, et 50 dans les autres villes hôtes. Le tournoi, éclaté à travers l'Eu-

rope, pourrait-il manquer de ferveur? «Nous avons 12 pays avec 12 parfums différents», «ce sera une atmosphère complètement différente et je pense que les supporters vont l'apprécier», s'est défendu Martin Kallen, en charge de l'organisation pour l'UEFA. Concernant les éventuelles difficultés de déplacement, notamment en Russie et en Azerbaïdjan, le responsable s'est voulu rassurant. «En Russie nous aurons le même système que pendant la Coupe du monde (en 2018, ndr)», une sorte de visa délivré aux étrangers munis d'un billet pour un match, a expliqué Kallen. Pour les rencontres en Azerbaïdjan, en revanche, des discussions sont toujours en cours avec les autorités. A Bucarest, les dirigeants de l'UEFA se sont en outre montrés rassurants concernant d'éventuels incidents à caractère raciste durant le tournoi. «Selon notre expérience, l'Euro est toujours un événement très festif, donc nous sommes confiants sur le fait que cela prendra le dessus sur les actions stupides que nous ne voulons pas voir», a réagi Giorgio Marchetti, le secrétaire général adjoint de l'UEFA.

APS

DES NOUVELLES DE TAMMY ABRAHAM

Le joueur de Chelsea, Tammy Abraham a donné de ces nouvelles après sa blessure face à Valencia hier. Plus de peur que de mal pour Tammy Abraham. Mal retombé pendant la rencontre de Ligue des Champions entre Valencia et Chelsea (2-2) lors de la 5e journée, le joueur avait été évacué sur civière. Après la rencontre, il s'est exprimé au micro de Chelsea TV et a tenu à rassurer ses fans. "Je vais mieux que sur le moment. Depuis que je suis rentré aux vestiaires, j'ai pu marcher, bouger. Je suis chanceux. J'espère que cela ne sera pas trop long. Je vais passer des examens et je pense que ce n'est qu'une confusion." a ainsi dit l'international anglais. Chelsea joue face à West Ham ce week-end.



Raheem Sterling discute d'une prolongation de contrat

L'attaquant de Manchester City, Raheem Sterling, se trouve en pourparlers avec sa direction au sujet de la signature d'un nouveau contrat. Dixit Sky Sports, les dirigeants mancunien ont eu lundi des pourparlers positifs avec les représentants du footballeur de 24 ans, par l'intermédiaire du directeur des opérations Omar Berrada et du directeur du football Txiki Begiristain. Les Citizens envisagent d'offrir un nouveau salaire de 350 000 livres par semaine, soit environ 408 000 euros, à l'ancien joueur de Liverpool, actuellement sous contrat jusqu'en juin 2023. Depuis l'ouverture de la saison 2019-2020, Raheem Sterling a marqué 14 buts en 19 rencontres toutes compétitions confondues, pour 7 buts en 12 matches de Premier League.

Oblak : "Jouer contre Messi me motive"

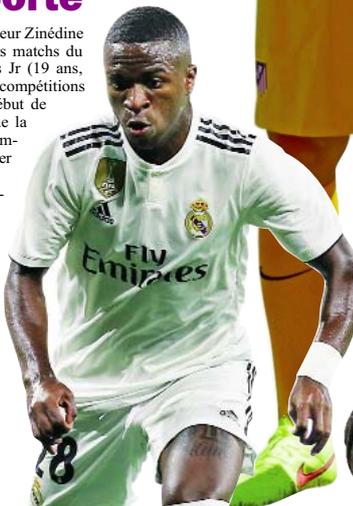
Le gardien de l'Atletico Madrid va défier Lionel Messi ce dimanche. Un challenge qui l'excite. Il pense que son équipe peut battre le Barça.

Choc au sommet ce week-end en Liga entre le FC Barcelone, leader du championnat, et l'Atletico Madrid, quatrième, à seulement trois points du club catalan. Pour l'emporter face à l'armada offensive blaugrana et un Lionel Messi en grande forme, auteur d'un but en Ligue des champions cette semaine, les Colchoneros auront besoin d'un grand Jan Oblak. Le Slovène fait incontestablement partie des meilleurs gardiens de la planète et aura un duel à distance avec Marc André Ter Stegen.

Mais le principal objectif de Jan Oblak sera de préserver sa cage inviolée face au trio Lionel Messi-Luis Suarez-Antoine Griezmann. Pas une mince affaire mais un défi à la hauteur du talent du portier slovène. Dans une interview accordée à AS ce vendredi, Jan Oblak a avoué qu'il est particulièrement motivé lorsqu'il affronte le numéro dix argentin : "Lionel Messi est l'un des meilleurs joueurs de l'histoire du football et le FC Barcelone a énormément de chance de l'avoir. J'adore jouer contre les meilleurs, ça me motive". Le Slovène a donné son point de vue sur la comparaison entre l'Argentin et Cristiano Ronaldo : "Lionel Messi et Cristiano Ronaldo sont deux grands joueurs, qui ont marqué et continuent à marquer leur époque. Ils sont tous les deux très différents, mais peuvent faire basculer un match à tout moment. La seule certitude, c'est que les deux courent après la même chose, marquer. Et moi, j'essaie de tout faire pour qu'ils n'y arrivent pas".

Vinicius Jr, Zidane ferme la porte

Non convoqué par son entraîneur Zinédine Zidane pour les deux derniers matchs du Real Madrid, l'ailier Vinicius Jr (19 ans, 10 apparitions et 1 but toutes compétitions cette saison) ne vit pas le début de saison attendu, à tel point que la presse madrilène parlait récemment d'un prêt au mercato d'hiver pour le Brésilien (voir ici). Mais il n'en sera rien, selon Zidane, qui a écarté un départ temporaire de sa pépite. "Ce qui a changé avec lui, c'est que nous avons désormais Eden Hazard et Rodrygo, et je dois faire des choix. Mais il s'entraîne bien, et il n'ira nulle part en janvier, il reste ici", a tranché le technicien français en conférence de presse ce vendredi.



Pochettino sort du silence

"Je voudrais remercier Joe Lewis et Daniel Levy de m'avoir donné l'occasion de participer à l'histoire de Tottenham Hotspur. Je voudrais également remercier toutes les personnes que j'ai rencontrées à Tottenham, tout le personnel du club et les joueurs de football au cours de ces cinq années et demie. Je voulais donner aussi une mention spéciale aux fans qui rendent ce club si fantastique avec leur incroyable soutien. J'ai donné le meilleur de moi-même pour atteindre les objectifs qui nous avaient été demandés lors de notre première réunion. Des défis aussi difficiles que passionnants. Meilleurs vœux pour l'avenir, je suis sûr que nous allons nous croiser à nouveau", a communiqué le Sud-Américain.

Arsenal se sépare d'Unai Emery

Le couperet est tombé ce vendredi. Par un communiqué, Arsenal a annoncé le départ de son entraîneur Unai Emery. La défaite de trop. Quelques heures après s'être incliné contre l'Eintracht Frankfurt en Ligue Europa (1-2), Arsenal a officiellement sur son site internet le limogeage d'Unai Emery. L'Espagnol est remplacé par son adjoint Freddie Ljungberg.

berg, invité à assurer l'intérim le temps qu'un nouveau coach soit choisi.

Les Gunners n'ont ainsi pas précisé que le Suédois allait rester sur le banc jusqu'en fin de saison. "Nos plus sincères remerciements vont à Unai et ses collègues qui ont déployé des efforts inlassables pour ramener le club à un niveau que nous attendons tous. Nous souhaitons à Unai et à son équipe rien d'autre qu'un succès futur", a réagi Josh Kroenke, l'actionnaire majoritaire d'Arsenal. Nommé en mai 2018 dans la foulée de son départ du Paris Saint-Germain, le technicien de 48 ans aura mené ses joueurs à la finale de la Ligue Europa la saison dernière, perdue contre Chelsea. Mais cette saison, les partenaires de Pierre-Emerick Aubameyang enchaînent les mauvais résultats. Huitième de Premier League à dix points du podium, Arsenal reste sur sept rencontres sans succès toutes compétitions confondues.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général Abdelmajjid CHERBAL

Directeur de la rédaction Abdelmajjid TAREB

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TEL : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TEL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TEL : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

LA MINISTRE DE LA POSTE, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, DES TECHNOLOGIES ET DU NUMÉRIQUE, HOUDA-IMANE FARAOUN :

«La carte Edahabia interopérable avec le réseau bancaire»

La carte électronique d'Algérie Poste Edahabia est techniquement interopérable avec le réseau bancaire, ce qui permettrait à son détenteur de l'utiliser au niveau de l'ensemble des guichets automatiques bancaires (GAB), a annoncé, samedi, dans un entretien à l'APS, la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du numérique, Houda-Imane Faraoun, ajoutant que la mise en service de l'interopérabilité «dépend de la décision qui sera prise par la SATIM, opérateur interbancaire». «La carte Edahabia, qui n'est utilisée actuellement qu'au niveau du réseau postal, est techniquement interopérable avec le réseau bancaire, et cette interopérabilité pourrait être mise en service, suite à la finalisation d'une convention, dans ce sens, avec la SATIM (Société d'Automatisation des Transactions Interbancaires et de Monétique, qui réunit 7 banques publiques et 9 privées ainsi qu'Algérie Poste)», a indiqué Mme Faraoun. Elle a expliqué que «techniquement, cette interopérabilité entre le réseau postal et le réseau bancaire a été réalisée en octobre dernier avec succès et les coûts de prestation de service sont arrêtés», a-t-elle ajouté, faisant savoir que ce service, très attendu par les clients d'Algérie Poste, «a été possible grâce aux efforts d'Algérie Poste pour diversifier ses offres». La ministre a rappelé, dans ce sens, qu'Algérie Poste disposait déjà d'une carte interbancaire, «mais qu'en 2015, il a fallu séparer le réseau postal du réseau bancaire à cause d'une défaillance sécuritaire au niveau du réseau de la Poste». «Algérie Poste a pris, dans ce sens, les devants en se séparant de l'ancienne solution monétique (carte de retrait seulement, système ouvert à intrusion, non-sécurisé et surtout non extensible) pour la remplacer par une nouvelle solution monétique, très performante, sécurisée et aux normes internationales», a-t-elle expliqué.

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE : Le Forum des pays exportateurs souligne le rôle «essentiel» du gaz naturel



Les membres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont souligné vendredi à Malabo le rôle «essentiel» du gaz naturel dans la réalisation des objectifs de développement durable des Nations-Unies (ODD) et la sécurité énergétique mondiale.

Dans une Déclaration rendue publique au terme du 5^{ème} Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernements du «GECF», auquel a pris part l'Algérie, les participants ont réaffirmé «le rôle essentiel du gaz naturel dans la réalisation des OMD, en particulier l'objectif sept (7), en tant que ressource naturelle respectueuse de l'environnement, abordable, fiable, accessible et flexible, garantissant le développement économique et le progrès social».

Rappelant «les droits souverains absolus et permanents des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel», les participants, dont le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, ont mis en exergue «l'importance vitale» du développement des infrastructures de la production de gaz, pour assurer la sécurité énergétique mondiale et la mise en place de systèmes énergétiques plus durables.

La contribution «indispensable» du gaz naturel à la protection de l'environnement et, en particulier, à l'atténuation des effets du changement climatique, ainsi qu'à l'adaptation à ce dernier, ont également été citées dans la déclaration.

Les participants au Sommet de Malabo ont,

d'autre part, réitéré leur détermination de renforcer la sécurité énergétique mondiale en tant que «fournisseur fiable» de gaz naturel capables de répondre à la demande croissante en énergie dans le monde.

L'Algérie abritera le 7^{ème} Sommet des Chefs d'Etat du «GECF»

Pour cela, ils ont recommandé d'accorder la «juste valeur» au gaz naturel, afin de garantir des investissements suffisants, tout au long de la chaîne de valeur de son industrie, et la nécessité d'un partage équitable des risques entre l'ensemble des acteurs du marché gazier. L'accent était aussi mis sur la nécessité de coordonner et de coopérer entre les membres du GECF et d'encourager le dialogue entre producteurs et consommateurs de gaz naturel, afin d'assurer le bon fonctionnement et la stabilité des marchés du gaz.

Les pays exportateurs de gaz disent souhaiter bénéficier d'un transfert de technologies pour pouvoir parvenir à une production et une utilisation plus efficaces du gaz naturel», eu égard aux avantages économiques et environnementaux de cette ressource naturelle. Il est aussi indispensable, selon leur point

de vue, de «soutenir le rôle fondamental des contrats de gaz à long terme, ainsi que des contrats de gaz prix basés sur l'indexation huile/ produits pétroliers, afin de garantir des investissements stables dans ce secteur».

L'amélioration du positionnement international du «GECF», en attirant de nouveaux membres, la promotion du dialogue entre producteurs et consommateurs et l'élargissement de la coopération avec les organisations intergouvernementales et internationales compétentes, figurent aussi parmi les recommandations du Sommet de Malabo.

Les chefs d'Etat et de gouvernements se sont félicités des propositions du Qatar d'accueillir le 6^{ème} sommet du GECF en 2021 et de l'Algérie pour accueillir le 7^{ème} sommet du GECF en 2023. Toutefois, les participants ont dénoncé les désaccords politiques et économiques et les restrictions unilatérales qui, ont-ils précisé, «impactent négativement» le développement et le commerce du gaz naturel. Ils ont aussi condamné les attaques de pirates et les actes de vandalisme contre les infrastructures énergétiques et leurs conséquences désastreuses sur le marché gazier mondial.

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT, MINISTRE DE LA CULTURE PAR INTÉRIM, M. RABEHI :

«La résolution du Parlement européen a démasqué le groupuscule de parlementaires qui vise à perturber la présidentielle»



Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabehi, a estimé, samedi à Alger, que la résolution du Parlement européen (PE) sur «la situation des libertés en Algérie», a «démasqué ce groupuscule de parlementaires qui guette l'Algérie, vise à semer la zizanie et à perturber la présidentielle du 12 décembre prochain».

S'exprimant lors de sa participation à une opération de reboisement au parc des Grands Vents de Dely Ibrahim, avec la participation de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Zerouati Fatma-Zohra et de l'ambassadeur chinois à Alger, le ministre a estimé que la Résolution du PE «a démasqué ce groupuscule de parlementaires qui guette l'Algérie, vise à semer la zizanie et à perturber la présidentielle du 12 décembre prochain, une présidentielle à laquelle le peuple algérien adhère positivement». A ce propos, M. Rabehi a souligné que «le peuple algérien a pris conscience des complots ourdis et il est déterminé à y faire face (...) à travers sa participation à l'élection prévue le 12 décembre prochain».

«En consécration du principe de non-ingérence dans les affaires internes d'autrui, puisés des principes de la Charte des Nations unies que tout un chacun doit respecter, l'Algérie n'accepte guère l'immixtion des autres dans ses affaires intérieures, car étant un principe immuable dans sa politique, inspiré de sa glorieuse histoire et sa lutte politique», a-t-il ajouté, indiquant que le timing du vote de cette résolution «n'est pas fortuit» et que ce groupuscule de parlementaires

européens n'égalent rien le nombre considérable d'amis de l'Algérie, en Europe et de par le monde». Pour M. Rabehi, «Les horribles voix de ce groupuscule de parlementaires à l'origine de cette résolution, «ne sont que ne sont que les relais de leurs aïeux colonisateurs qui ont violé la Déclaration universelle des droits de l'homme, saccagé des terres en les colonisant et en asservissant leurs peuples». «Ces parlementaires eux mêmes font fi des chartes onusiennes et se dissimulent sous le couvert des droits de l'homme, pour commettre des actes inhumains visant à semer la discorde, la destruction, la rancune et la division», a-t-il soutenu.

«De par sa grandeur, l'Algérie est soutenue par les Puissances, les nobles et les peuples enclins à la paix. Cette Algérie qui a le mérite d'avoir initié l'adoption d'une résolution instituant le 16 mai de chaque année «Journée internationale du Vivre ensemble en paix», a indiqué le ministre. «Nous sommes heureux que l'Algérie soit soutenue, dans les bons et mauvais moments, par des pays amis à l'instar de la République populaire de Chine et autres pays auxquels nous éprouvons une grande affection», s'est réjoui le ministre. «L'Algérie est bien gardée et ses remparts sécurisés et protégés grâce à son brave peuple, ses fortes institutions et son vaillante armée, toujours au aguets, et grâce à de nombreux pays amis à travers les quatre coins du monde, qui renforcent sa confiance en l'avenir, sa capacité à gérer ses affaires et à sécuriser le chemin vers la démocratie à travers la tenue de l'élection présidentielle du 12 décembre 2019», a-t-il conclu.

MDN

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE ET LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE Saisie de près de 600 kg de kif traité à Naâma, Oran, Béchar et Biskra

Près de 600 kilogrammes de kif traité ont été saisis à Naâma, Oran, Béchar et Biskra par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les services de Sureté nationale et des éléments de la Gendarmerie nationale, indique samedi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la

criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les services de Sureté nationale ont saisi à Naâma/2eRM, le 29 novembre 2019, une quantité de Kif traité s'élevant à (510) kilogrammes, tandis qu'un autre détachement de l'ANP et les éléments de la Gendarmerie nationale, ont intercepté un (01) narcotraffiquant et saisi 70 kilogrammes et 400

grammes de Kif traité et 240 comprimés psychotropes à Oran/ 2eRM, Béchar/3eRM et Biskra /4eRM», note la même source. Part ailleurs, des détachements de l'ANP «ont arrêté à Batna/5eRM et Bordj Badji Mokhrar/6eRM, quatre (04) individus et saisi un (01) véhicule et une somme de faux billets d'une valeur de 1250000DA et 1000 litres de carburant destinés à la contrebande». D'autre part, des éléments

de la Gendarmerie nationale «ont saisi un (01) drone doté de camera à Bordj Bou Arreridj/ 5eRM». Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments des Gardes-frontières «ont arrêté à Tlemcen/2e RM et Djanet/4e RM, 11 immigrants clandestins de différentes nationalités», a-t-on encore ajouté.

APS